HISTORIA
magazine
(24)
Hebdomadaire paraissant le mercredi - n° 217 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



PURS, FORTS, DURS : LES PARAS

L'Indochine lui a beaucoup appris. Bigeard jouera un rôle éminent dans la Bataille d'Alger et contre l'A.L.N., dans les djebels et dans les déserts.



A LA VEILLE DU CONGRÈS DE LA SOUMMAM

Jean FONTUGNE

JUIN-JUILLET 1956. Ces deux mois seront marqués par une intense activité politique dans le monde. Un mot apparaîtra désormais fréquemment dans les déclarations officielles des pays du tiers monde : le neutralisme. Nasser, Tito et Nehru en préciseront le sens lors de leurs entretiens à Brioni.

L'Union soviétique, de son côté, définira la pluralité des voies qui peuvent mener au socialisme. C'est à la même époque que le colonel Nasser, élu président de la République égyptienne, se voit confirmé dans ses fonctions de leader arabe et que le canal de Suez sera nationalisé.

Pour Lacoste, depuis six mois ministre résidant en Algérie, il est déjà temps de faire un premier bilan. Il a mené de pair ses efforts politiques et militaires. Il faudra, certes, du temps pour que les premiers résultats positifs apparaissent. Depuis la Toussaint rouge, le Front de libération nationale s'est en effet structuré, renforcé et a obtenu l'aide de plusieurs pays étrangers : Maroc, Tunisie, Égypte, Jordanie, etc. Déjà, ses leaders préparent le « Congrès de la Soummam ». Ils se sentent suffisamment forts pour décider qu'il se tiendra en Algérie au mois d'août 1956.

Le général Lorillot obtient enfin les moyens militaires demandés. Il dispose chaque jour de nouveaux renforts et peut commencer le quadrillage de l'Algérie et créer les premiers groupes d'intervention. Une organisation que trouvera pratiquement terminée le général Salan à son arrivée.

Les forces armées du Front de libération nationale ne restent pas inactives. Elles intensifient la guerre des mines et développent le terrorisme urbain. La rébellion s'est étendue maintenant à l'ensemble du territoire. Pour les forces armées, ce ne sont plus des opérations de police qu'il faut mener, mais la guerre. Cependant, pour la mener sur une grande échelle, il est avant tout nécessaire d'assurer la sécurité des arrières, essentiellement ceux où se trouvent les dépôts : pour cela contrôler la Casbah d'Alger. C'est à des unités parachutistes que cette mission sera confiée.

Mais qui étaient ces parachutistes dont la plupart avaient combattu en Indochine et qui refusaient un nouveau Dien Bien Phu en Algérie?

J. F.

SOMMAIRE N° 217 :

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les mercredis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Adjoint : *Geneviève de Lachaux*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE :
61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89.
CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE :
S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements sont pris à partir du n° 194.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

Couverture : E.C.P.A.

ON LES APPELA LES "BÉRETS ROUGES"



E.C.A.

Les « bérets rouges ». Parachutistes coloniaux. C'est en Indochine qu'on trouva toutes les unités de paras : béret bleu (métropolitains) et bérets amarante ou vert.

A LA fin de la guerre 1939-1945, la France rassembla dans la région de Pau les unités parachutistes qui avaient participé à la campagne de France aux côtés des armées alliées (débarquement en Normandie, opération en Hollande dans la région d'Arnhem, etc.).

Elles devaient constituer les premiers éléments d'une division de parachutistes française — la 25e D.A.P. — prévue à trois groupements aéroportés (G.A.P.), chacun à trois bataillons. Mais cette division ne devait jamais être complètement constituée, la guerre d'Indochine, puis celle d'Algérie devant absorber la totalité des unités parachutistes mises sur pied. La première unité parachutiste envoyée en Indochine fut le groupement parachutiste Ponchardier, du nom de son chef, le capitaine de corvette, puis de frégate, Ponchardier, héros de l'évasion de la prison d'Amiens pendant la Résistance (opération « Jéricho »).

Il quitta l'Angleterre fin mai 1945 avec un commando parachutiste de la marine (à l'effectif d'une compagnie) pour participer avec les forces alliées à la guerre contre les Japonais en Extrême-Orient. Il devait, au préalable, poursuivre son entraînement aux Indes, à Trincomalee. En cours d'entraînement, il prit sous son commandement deux commandos coloniaux du C.L.I. (corps léger d'intervention), en fait, le 5e régiment d'infanterie coloniale, qui s'entraînait aux Indes avec les Anglais à la guerre de jungle contre les Japonais. C'est ainsi que fut constitué le groupement parachutiste Ponchardier.

Il fut la première unité française à débarquer en Indochine — le 3 octobre 1945 — aux côtés de la 9e D.I.C. (général Valluy) et du groupement de la 2e D.B. (lieutenant-colonel Massu).

Fin décembre-début janvier 1946, un quatrième commando colonial fut créé ▶

les premiers "paras coloniaux": un bataillon de volontaires commandé par Bollardière

Château-Jobert, dit « Conan ». Petit et léger de poids, il tient à la fois du condottière de la Renaissance et du soldat moderne. Terriblement efficace, sérieux et modeste. C'est un chef d'élite.



Romain-Desfossés (le « Gaulois des pitons ») « Solide fils de Marsouin aux yeux bridés, né à Hanoi, il réussit à faire du 6e régiment de parachutistes coloniaux une unité d'élite » (gl Massu).

E.C.A.

Avec leur tenue qui a l'air taillée dans une carte de géographie, bottes silencieuses et béret éclatant, ils deviennent vite des silhouettes familières en Algérie.

avec des éléments volontaires venus de Chine et d'Indochine et que je fus chargé de mettre sur pied.

Le groupement Ponchardier participa à toutes les opérations importantes du Sud-Vietnam, du Cambodge et du Sud-Annam jusqu'en août 1946. Puis ses effectifs, jamais renouvelés, ayant fondu, ce qu'il en restait fut ramené en France et le groupement dissous.

Il fut remplacé en Indochine par un groupement de parachutistes métropolitain aux ordres du lieutenant-colonel de Bollardière, représentant environ la valeur d'un gros bataillon.

A cette date, l'armée coloniale n'avait pas d'unités de parachutistes. Ses paras étaient dispersés dans les unités métropolitaines. Elle chargea le chef de bataillon Dupuis (1), un colonial, chef d'état-major de Ponchardier, de créer le premier bataillon de parachutistes de l'armée coloniale. Dupuis me prit alors comme adjoint.

Ce bataillon devait être formé au sein de la 25e D.A.P. et rassembla ses premiers éléments à Tarbes en février 1947. Au mois d'octobre, ce bataillon, formé uniquement de volontaires, était au complet. Au moment de s'embarquer pour l'Indochine, il choisit comme coiffure le béret rouge pour se distinguer des parachutistes

(1) Tué en Indochine, en septembre 1948, avec le 2e B.C.C.P



L'entraînement des commandos parachutistes est une rigoureuse école de discipline et de courage. Beaucoup de jeunes recrues comprennent vite ce mot-là.

métropolitains, qui portaient le béret bleu. Il arriva à Saigon le 14 novembre 1947.

Il prit alors le nom de 2e bataillon colonial de commandos parachutistes (2e B.C.C.P.). Le 1er B.C.C.P. fut constitué par des éléments divers aux ordres du lieutenant-colonel de Bollardière, dont tous les cadres demandèrent à passer dans l'armée coloniale. Ils formèrent ainsi la première brigade coloniale de commandos parachutistes, dont le chef de bataillon Château-Jobert, dit Conan, devait prendre le commandement au départ de Bollardière.

Cette brigade opéra spécialement au Sud-Vietnam, au Cambodge et au Sud-Annam, tandis qu'une brigade de parachutistes métropolitains était constituée au Tonkin, aux ordres du colonel Sauvagnac.

Avec les éléments restés à Tarbes au départ du 2e B.C.C.P., le chef de bataillon Grall fut chargé de former, sur les mêmes bases, un nouveau bataillon, également destiné à l'Indochine. Mais la direction des troupes coloniales, désirant jouir d'une autonomie complète pour la formation de ses unités paras, chargea le colonel Massu, à son retour d'Indochine, de créer une brigade coloniale parachutiste spécialement chargée de former et d'instruire de nouveaux bataillons pour l'Indochine. Massu quitta Tarbes et s'installa à Vannes (Morbihan), où fut créée une école de saut nécessaire à l'entraînement des nouvelles unités.

Après le départ du 2e B.C.C.P., la brigade forma successivement les 5e, 3e, 1er, 6e, 8e et 7e B.C.C.P. et assura leur maintenance en Indochine.

La 25e D.A.P. prit en charge la maintenance et la relève des bataillons du Tonkin, tandis que la légion étrangère mettait sur pied, à Sidi-Bel-Abbès, deux bataillons paras pour l'Indochine, le 1er et le 2e bataillon étranger de parachutistes (les B.E.P.).

En 1950, le colonel Gilles remplaça le colonel Massu à la tête de la brigade coloniale à Vannes, et la transféra à Bayonne. Le colonel Massu était désigné pour ▶

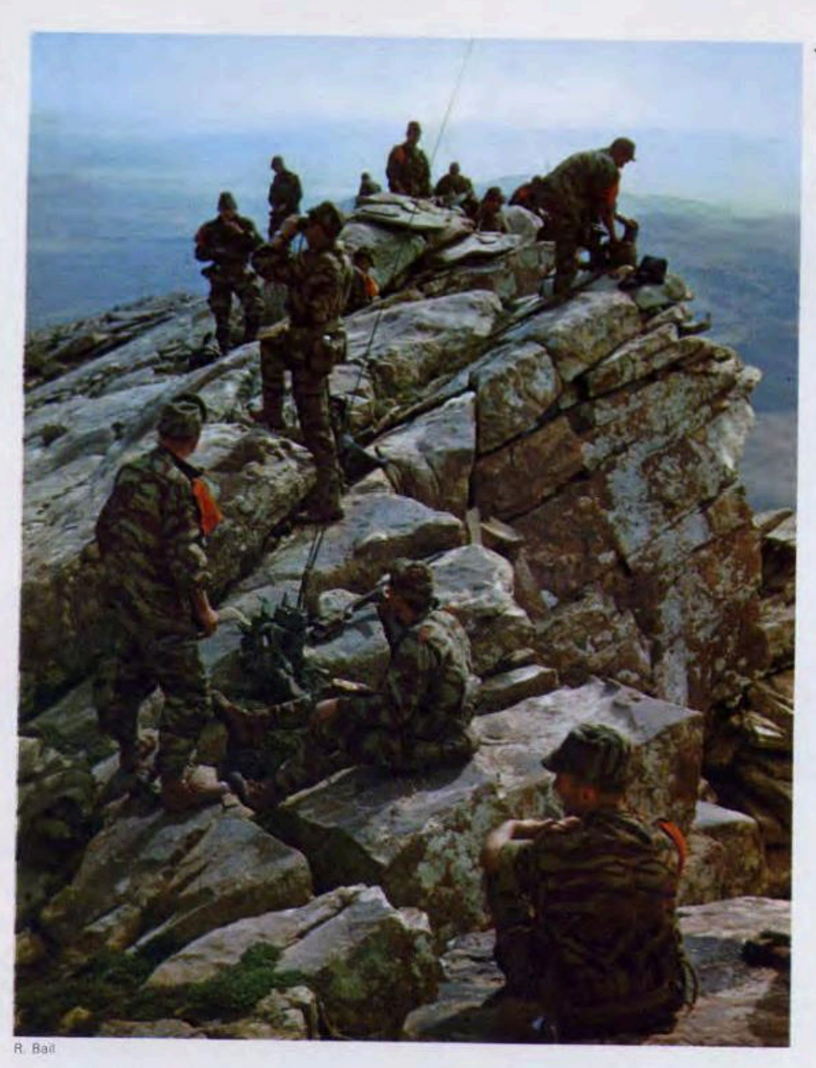
la légion, elle, reste fidèle au béret vert

l'Indochine, mais, pour des raisons confuses, sa désignation fut annulée au dernier moment. Il se vit alors désigner comme commandant de la brigade coloniale d'Afrique-Occidentale française, à Niamey (Niger, Dahomey, Togo).

L'afflux des paras en Indochine amena le commandant en chef à organiser le commandement pour une utilisation plus rationnelle des unités. Le colonel Chavatte, de l'infanterie coloniale, reçut, au cours de l'année 1948, le commandement des T.A.P. en Indochine; elles comprenaient alors une brigade coloniale dans le Sud et une brigade métropolitaine dans le Nord. Il organisa à Hanoi et à Saigon des bases aéroportées chargées du support logistique des bataillons paras et des parachutages en vivres et en matériel sur l'ensemble du théâtre d'opérations. Il créa également des états-majors aéroportés sur chacune de ces bases, spécialement chargés de la préparation des opérations aéroportées (les EMO-BAP). Cette organisation permit une très grande souplesse pour l'emploi des parachutistes. En moins de vingt-quatre heures, une opération aéroportée, engageant plusieurs bataillons, pouvait être préparée et déclenchée sur n'importe quel point de l'ensemble du territoire indochinois.

A la fin de l'année 1950, le colonel Chavatte fut remplacé par le colonel de Bollardière.

En décembre 1950, le général de Lattre, pour faire face à l'assaut des divisions viet-minh contre le delta tonkinois, groupa dans le Nord la quasi-totalité des unités paras. Pour renforcer leur cohésion, il donna aux bataillons métropolitains, qui portaient le béret bleu, le béret rouge des coloniaux. Seuls, les légionnaires restèrent fidèles au béret vert. Dès lors, le béret rouge fut l'emblème de tous les paras (sauf, bien entendu, de la légion).


R. Bail

◀ Les « commandos marine » en opération. Avec la légion, ils réussiront à échapper à la règle du béret rouge et à rester fidèles au béret vert, qu'ils ont été les premiers à porter. En Algérie, peu à peu, toutes les troupes aéroportées adoptèrent la fameuse casquette « pointue » lancée par Bigeard. Ce qui leur valut le surnom de « grands oiseaux ».

Bien qu'on n'ait pas, ▶ pendant la guerre d'Algérie, fait sauter les paras en opération (car l'hélicoptère devint le meilleur véhicule de combat), régulièrement, des sauts d'entraînement avaient lieu. Certain officier, grièvement blessé, sautait avec une jambe valide et l'autre repliée et attachée !

Après l'Indochine, l'Algérie

Si les différences administratives continuèrent à exister au sein des unités, le béret rouge porté par tous fit disparaître l'esprit de bouton et de chapelle. Les cadres, d'ailleurs, servaient en Indochine indistinctement dans une unité métro ou colo et seulement en fonction des besoins du moment. A partir de cette date, les paras formeront vraiment un corps homogène dans l'armée française, conscients d'appartenir à des unités d'élite, toujours prêts pour accomplir les missions les plus difficiles et fiers des résultats glorieux obtenus sur le champ de bataille.

Le colonel Gilles, nommé général de brigade après Na San, remplaça le colonel de Bollardière au commandement des troupes aéroportées. Il fut lui-même remplacé par le colonel Sauvagnac au début de l'année 1954, l'année de Dien Bien Phu; les unités paras engagées dans la bataille étant commandées par le lieutenant-colonel Langlais.

Comme toutes les unités du corps expéditionnaire, les paras rentrèrent en France à la fin de 1954. Les métropolitains furent recueillis par la 25e D.A.P. à Pau, les coloniaux, à Bayonne par la brigade coloniale, les légionnaires, à Sidi-Bel-Abbès. Un plan de stationnement fut envisagé pour les paras en métropole, particulièrement pour les unités coloniales, toutes créées pendant la guerre et qui n'avaient jamais eu de garnison en France. Le général Gilles, devenu inspecteur des troupes aéroportées, fut chargé de son élaboration.

Mais la guerre en Algérie était commencée avant même leur retour. Fin 1954, un bataillon de la brigade coloniale fut envoyé en Algérie pour épauler le 1er R.C.P. qui avait rejoint sa garnison traditionnelle à Philippeville, auprès de la base aéroportée d'Afrique du Nord (la B.A.P.-A.F.N.). Il fut rapidement suivi par le 18e R.C.P., aux ordres du colonel Ducournau.

Dès cette date, étant donné l'évolution de la situation, il était à prévoir que les unités paras seraient appelées à jouer en Algérie un rôle comparable à celui qu'elles avaient joué en Indochine. Il devenait donc nécessaire d'organiser le commandement des T.A.P. sur ce nouveau théâtre d'opérations.

En juin 1955, le colonel Massu, adjoint au général commandant la 11e division métropolitaine en Tunisie, promu général de brigade, fut nommé, à compter du 1er juillet 1955, commandant du groupement parachutiste d'intervention et des T.A.P. d'A.F.N.

Massu et la 10e D. P.

Les unités qui vont être créées pour servir en Algérie ne seront plus des bataillons, comme en Indochine, mais des régiments comprenant essentiellement les quatre compagnies d'un bataillon auxquelles on ajouta : une compagnie d'appui, servant des armes lourdes (canons de 105 sans recul et mortiers de 120), un escadron sur jeeps, une compagnie de commandement. Ainsi, l'effectif du régiment fut porté à 1 200 hommes.

Le groupement du général Massu se transforma rapidement en 10e division de parachutistes, qui comprit les unités suivantes :

- Le 1er R.C.P. (métro), stationné à Philippeville;
- Le 1er R.E.P. (légion), stationné à Zéralda;



Tremsal

• Le 3e R.P.C. (colo), stationné à Sidi-Ferruch;
• Le 2e R.P.C. (colo), stationné à Koléa;
• Le 6e R.P.C. (colo), stationné au Maroc (rejoindra la division après la bataille d'Alger et stationnera à Blida);
• Le 25e dragons (métro), en Kabylie;
• Le 5e R.A.A.P. (régiment d'artillerie de la division);
• Un bataillon du train;
• Un bataillon de commandement stationné avec le P.C. de la division à Hydra, dans la haute banlieue d'Alger;
• Des éléments du génie.

Lorsque la 10e D.P. fut mise sur pied, sous l'impulsion du général Gilles, inspecteur des T.A.P. à Paris, une nouvelle division fut constituée en Algérie, la 25e D.P., commandée par le général Sauvagnac. Elle comprenait :
• Le 2e R.E.P. (légion);
• Le 14e R.C.P. (métro);
• Le 18e R.C.P. (métro);
• Le 8e R.P.C. (colo);
• Le 35e R.A.A.P. (régiment d'artillerie de la division);
• Des éléments du génie;
• Un bataillon de commandement.

Ses unités furent basées dans l'Est algérien et particulièrement dans le Constantinois.

Les troupes aéroportées comprenaient dès lors deux divisions, 10e et 25e D.P., et la base aéroportée d'A.F.N. (la B.A.P.-A.F.N.) au camp Jeanne-d'Arc à Philippeville. Par la suite, elle fut déplacée à Blida, position plus centrale pour le soutien logistique des unités paras et pour les divers parachutages sur l'ensemble du territoire algérien.

Le général Gilles prit alors le commandement de l'ensemble des T.A.P. d'A.F.N.

La 10e D.P. effectua, dès sa création, ses premières opérations dans le département d'Alger. Puis elle participa en totalité à l'expédition de Suez et revint en Algérie fin décembre 1956.

Le fer de lance de l'armée

Le 7 janvier 1957, les forces de police et les unités militaires stationnées à Alger s'étant montrées incapables de lutter contre le déferlement des terroristes dans la ville, la 10e D.P. reçut la responsabilité du maintien de l'ordre dans tout le département d'Alger. En quelques jours toutes ses unités furent engagées dans la capitale. Ce fut le début de la « bataille d'Alger », qui se termina en octobre 1957 par l'arrestation de Yacef Saadi, chef terroriste de la ville, et de la totalité de ses troupes, soit 1 200 hommes armés et plus de 5 000 non armés.

Ensuite, deux régiments, le 1er R.E.P. et le 3e R.P.C., furent engagés sur le barrage établi à la frontière tunisienne et les autres, dans toutes les opérations importantes en Kabylie ou dans l'Algérois.

Le 13 mai 1958, l'ensemble de la division suivit en bloc le général Massu lorsqu'il prit la décision de former un Comité de salut public à Alger et demanda le retour du général de Gaulle. Après quelques hésitations, à l'exemple de la 10e D.P., l'ensemble de l'armée française, à l'appel du général Salan, commandant en chef en Algérie, exigea du Parlement le rappel du général de Gaulle au pouvoir.

La 10e D.P. participa ensuite à toutes les opérations du plan Challe, d'abord dans l'Oranais, puis dans l'Algérois et en Kabylie, tandis que la 25e D.P., dont la majeure partie était engagée sur le barrage tunisien, participa en totalité au plan Challe dans le Constantinois.

Les deux divisions parachutistes, 10e et 25e D.P., ont été le fer de lance de l'armée française pendant toute la guerre d'Algérie. Constituées, pour plus de 90 %, par de jeunes soldats appelés du contingent, elles montrèrent, s'il eût été nécessaire, que la jeunesse française, encadrée par des chefs de valeur et dignes d'elle, n'avait rien perdu des vertus militaires traditionnelles de notre race, et que le pays, aujourd'hui comme hier, ou demain, pouvait toujours lui faire confiance. H

Colonel Roger TRINQUIER

Dien Bien Phu. Après la première offensive viet contre les positions françaises, pas un avion ne put se poser, pour le ravitaillement ou les évacuations sanitaires, sans se faire « canarder » par l'armée populaire. Ici, un Dakota embarque des blessés.



E.C.A.



E.C.A.

CE MAL R
D'INDO

A LEURS yeux, les événements de ce temps s'enchaînèrent comme dans une comédie antique, les travaux et les œuvres des hommes luttant contre le destin forgé par les dieux.

Le 11 avril 1956, le gouvernement français décréta la mobilisation des classes disponibles pour « garder l'Algérie à la France ». Le 13, quarante-huit heures plus tard, le dernier bataillon français défilait pour la dernière fois à Saigon, en descendant la rue Catinat, vers le quai d'embarquement. Cette cérémonie fermait solennellement le théâtre des opérations en Extrême-Orient. On liquidait le stock avant changement de propriétaire. Le lendemain, la rue Catinat devait changer ses plaques d'identité et prendre le nom de « Tu Do » (liberté), avant de devenir Tu Do street. La dernière unité embarquée était un bataillon de tirailleurs nord-africains qui voguait vers l'Algérie pour prendre part à la guerre.

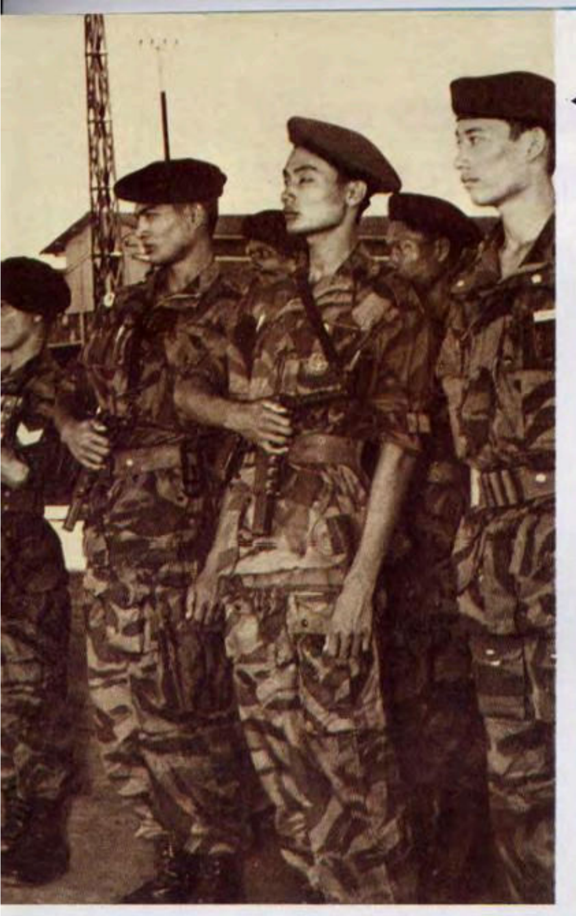
Cette décision politique et cette cérémonie militaire n'étaient que la confirmation des faits historiques, une sorte de rite administratif qui enregistrait la réalité avec le retard habituel des administrations. Le rapprochement des dates illustrait l'affinité entre la guerre en Extrême-Orient, terminée en juillet 1954, et la guerre en Algérie, commencée le 1er novembre 1954. Les lieutenants et capitaines français, mûris en Indochine, apportaient en Algérie leur expérience de ce genre de guerre.

Quelques jours à peine après la Toussaint algérienne le paquebot *Édouard-Branly* fit escale à Alger. En route pour Marseille, il venait de Saigon et transportait une cinquantaine d'officiers rapatriés sanitaires. Le plus ancien était le colonel Charton, silhouette décharnée d'un déporté de Dachau, chef de la colonne de Cao Bang, libéré depuis un mois du camp nº 1 après quatre ans de captivité et de rééducation. La plupart étaient des lieutenants et des capitaines, rescapés du camp nº 1, survivants des batailles de la R.C.4 (octobre 1950, quatre ans de captivité), de la rivière Noire (1952, deux ans de rééducation), ou du siège de Dien Bien Phu (1954, quatre mois de séjour en pays viet-minh)...

L'état-major logistique de Saigon les avait embarqués sur ce bateau de croisière par sollicitude spéciale, parce qu'ils étaient malades ou convalescents. Pour ces officiers malades de l'Indochine, la lente et confortable traversée constituait déjà un traitement médical pour leurs blessures et une cure de désintoxication pour leur mal. A bord, l'équipage les dorlotait. Le chef des cuisines leur mitonnait de petits plats fins et le maître-d'hôtel-

Jeunes Vietnamiennes ▶ au marché : « L'Indochine était aux antipodes de la France et les États associés étaient composés d'étrangers, de populations de race jaune. Pourtant, parmi ces étrangers, les officiers malades avaient trouvé des amis loyaux, qu'ils durent abandonner, sur ordre mais lâchement. Ils gardaient la nostalgie de l'amitié et la honte de l'abandon. »





◀ La France quitte l'Indochine. Le général Jacquot salue à son départ, le 27 avril 1956, un détachement de parachutistes vietnamiens. Le dernier bataillon français est resté en Indochine jusqu'au 13 avril 1956.



Mars 1954. Dans le P.C. enfoui du camp retranché de Dien Bien Phu, le lieutenant-colonel Langlais *(deuxième à droite)*, qui commande les unités parachutistes engagées dans la bataille. De face, Bigeard, alors commandant.

E.C.A.

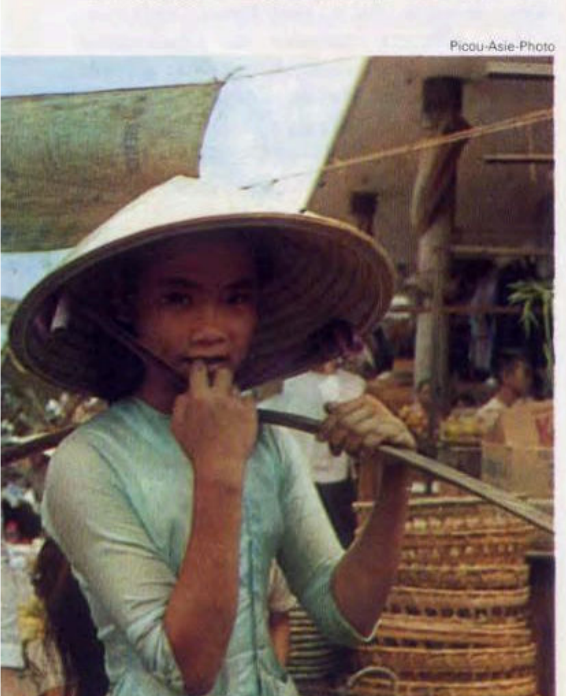
APPORTÉ CHINE...

des-premières leur composait de grands menus qui les faisaient engraisser trop vite. La nuit, ils avaient le droit de monter sur la passerelle et l'officier de quart leur nommait les étoiles qui guidaient le navire. Les officiers malades de l'Indochine interrogeaient le ciel des tropiques. La houle de l'océan Indien berçait leur rêve et endormait leur mal.

Le grand bateau blanc accosta avec solennité au quai d'Alger. Vers 11 heures du soir, les officiers malades descendirent à terre. On leur délivra un laissez-passer pour le couvre-feu. Il n'y avait pas de taxis et les cafés étaient fermés. Ils flânèrent à pied dans le quartier proche du port.

Rue d'Isly, des goumiers marocains montaient la garde devant le quartier général de la Xe région militaire. Le nez noir et pointu d'une arme automatique émergeait d'un créneau entre les sacs de sable. La poste centrale était entourée de barbelés et des C.R.S. noirs, mitraillette sous le bras, veillaient aux portes. Derrière les volets clos des beaux appartements de la rue Michelet, les pieds-noirs cachaient leur angoisse comme une honte.

Picou-Asie-Photo



« On recommence ! »

Déambulant entre ces façades calfeutrées par le black-out de la peur, les officiers malades de l'Indochine ne reconnaissaient pas Alger la Blanche, la truculente capitale de l'Empire. Ils reconnaissaient seulement le masque de la guerre. Ils pensèrent : « On recommence! »

Avant l'appareillage, l'officier du port, le commandant Journaux, leur souhaita bon voyage. Le commandant portait le calot rouge des spahis. Il appartenait à l'armée d'Afrique et connaissait bien l'Algérie. Il leur parla des « événements ».

— Ça va mieux, maintenant, leur dit-il pour conclure. Ce matin, le groupement para de Ducournau est parti pour l'Aurès. Il va étouffer l'insurrection dans l'œuf. Cette affaire sera terminée quand vous aurez fini votre congé... En Algérie, ce n'est pas la même chose qu'en Indochine. Ici, c'est différent...

Au Val-de-Grâce et dans les autres hôpitaux militaires, les officiers malades de l'Indochine furent bien soignés. Les blessures se cicatrisèrent. Les os furent ressoudés dans l'alignement. On déparasita leur intestin. Et le coup de fouet de l'hiver en Europe contribua à reconstituer leur taux de globules rouges.

Les officiers malades de l'Indochine étaient reconnus « aptes à faire campagne » quand, le 11 avril 1956, la France mobilisa. D'ailleurs, le mal jaune dont ils semblaient encore souffrir ne relevait pas ▶

"ils réclament les armes alors employées dans cette sorte de guerre pour détruire le bacille "Istiqlal"

E.C.P.A.

Le corps expéditionnaire français en Extrême-Orient avait connu ce que le général Salan appelait « une guerre saine ». Dès 1950, l'armée populaire du Vietnam, organisée en unités régulières, avait combattu à visage découvert. Rares furent les assassinats. La discipline que le Viet-Minh observait tenait certainement aux ordres donnés par Ho Chi Minh au lendemain du désastre de Cao-Bang. Bien souvent, les prisonniers aidaient au transport des blessés, quel que fût leur camp. Nombreux furent ceux qui combattirent volontairement dans certaines unités françaises.

de la compétence du service de santé. C'était une sorte de maladie de langueur faite de nostalgie et d'un peu d'amertume. Pour dissiper les humeurs mélancoliques, rien de tel qu'un changement d'air. L'Algérie, ce n'était pas l'Indochine.

« Maintenir l'ordre »

En Indochine, ils étaient seuls. L'Assemblée nationale avait refusé d'envoyer le contingent en Extrême-Orient. Quand ils avaient demandé de l'aide, pendant l'agonie de Dien Bien Phu, la France, leur pays, qu'ils servaient avec abnégation, avait refusé d'engager ses enfants. En les abandonnant ainsi, on les avait relégués au rang de mercenaires.

Cette fois, c'était différent. Ils ne partaient pas seuls. Non seulement le gouvernement engageait le contingent précieux, mais encore il rappelait les réservistes. Les officiers malades encadraient le peuple en armes.

L'Indochine était aux antipodes de la France et les États associés étaient composés d'étrangers, de populations de race jaune. Pourtant, parmi ces étrangers, les officiers malades avaient trouvé des amis, des amis loyaux, qu'ils avaient dû abandonner, sur ordre mais lâchement. Ils gardaient la nostalgie de l'amitié et la honte de l'abandon.

Cette fois, c'était différent. Alger était à trois heures de vol de Paris. Les départements d'Afrique du Nord étaient peuplés de un million de Français à part entière. Presque tous les partis politiques affichaient au programme « Algérie française ». Et « quand il s'agit du territoire national, comme disait le président Mendès-France, on ne transige pas, on se bat » !

Ils partirent pacifier l'Algérie avec une armée de rappelés qui criaient « la quille ». En arrivant, on les expédia dans le bled, avec mission de « maintenir l'ordre ».

Les officiers malades de l'Indochine se sentaient peu concernés par cette affaire, qui était différente de l'autre. Mais ils faisaient leur devoir. Ils s'installèrent dans les mechtas, construisirent des postes de pacification et entreprirent des opérations

E.C.P.A.



E.C.P.A.

dans les djebels. Dans les mechtas, ils rencontrèrent les fellahs et sur les djebels, les fellaghas.

C'est alors qu'ils comprirent que c'était la même chose qui recommençait. Le fellah avait les mêmes aspirations que le *nha que*. Au camp nº 1, ils appelaient cela « l'ordre classique des choses » et l'énonçaient ainsi : « Les hommes de toute race et de tout pays aspirent à la justice, à la liberté, à la dignité que confère la responsabilité de son destin... »

Le fellah algérien, lassé de réclamer son dû, avait pris un fusil pour le conquérir et il était devenu fellagha de la même façon que le *nha que* viet était devenu viet-minh. Pour pacifier le bled, ce qui était leur travail, il fallait enrayer ce processus, c'est-à-dire donner au fellah la justice, la liberté, la dignité.



◀ **L'opération terminée, les villages indigènes d'Indochine reprenaient rapidement vie. Le marché était l'occasion d'une « fraternisation... souvent intéressée ». L'attaque de villages par des commandos civils demeura l'exception pendant toute la guerre.**

Indépendants dans le bled

On recommençait les erreurs faites au début de la guerre en Indochine. En Extrême-Orient, on avait commencé par engager des blindés, comme en 1944, en Allemagne, et on avait enfoncé des portes ouvertes en saccageant le pays. En Algérie, l'armée française envoyait ses plus brillantes unités, les régiments « Javelot » entre autres, équipés et entraînés pour faire la guerre en « ambiance NBC », en ambiance nucléaire-biologique-chimique...

Les officiers malades de l'Indochine ne pensaient pas que les unités « Javelot » disposassent d'armes biologiques ou chimiques capables de détruire le bacille « Istiqlal » qui contaminait la population des fellahs.

Pour « maintenir l'ordre », on leur avait donné des fusils, des chars, des avions, etc. Les officiers malades réclamaient toutes les armes qui servent dans cette sorte de guerre : l'administration, l'économie, la culture, l'information, la justice, le dialogue...

Évidemment, il n'était pas question de donner à ces militaires des pouvoirs civils. Sur leur quartier, dans le bled, les officiers malades étaient indépendants. Ils prirent ▶


R. Bail

Comment on s'empare au combat d'un drapeau de l'A.L.N.

◀ **Le drapeau de l'A.L.N., vert et blanc, frappé de l'étoile et du croissant rouges. Semblable à celui qui fut perdu le 16 mai 1956 au matin.**

Cent treize ans jour pour jour après la prise de la smalah, le plateau de Taguine, qui étale ses champs de blé et sa rocaille jusqu'au pied du lointain djebel Nador, va être le théâtre d'un nouveau combat. La date et le lieu semblent funestes pour les Algériens puisque, cette fois, les Français, après avoir exterminé l'unité rebelle, vont s'emparer d'un drapeau vert et blanc frappé du croissant et de l'étoile rouges.

Le premier que l'A.L.N. déployait sur un champ de bataille. C'était le 16 mai 1956, au petit matin.

La bande de rebelles se trouvait en rase campagne à quelque 20 km de la colonne qui commémore, près des Sources, la victoire décisive du duc d'Aumale sur Abd el-Kader. Elle essayait de gagner le Sid-Moudjahidin, un mamelon solitaire au nom significatif (1) qui dresse son étrange silhouette à l'ouest de Taguine. Un marabout, dit-on, veille ici sur les « combattants de la foi ».

Et pourtant...

Avant le coucher du soleil, les soldats français allaient dénombrer quarante-quatre morts sur le terrain et relever trois blessés.

Mais laissons parler un caporal musulman de la 11e compagnie nomade qui prit part à l'affaire.

Des uniformes de parade français

L'homme est très grand, très sec et très brun. La petite histoire n'a pas retenu son nom car, à l'époque, on appréhendait d'éventuelles représailles sur les familles.

Dans le groupe de tête de son goum, il a essuyé le feu des fellaghas à 30 mètres.

Nous venions de terminer une manœuvre sans résultat dans l'est du douar Serguine et nous nous apprêtions à regagner Reibell (Chellala) quand le renseignement nous parvint : les hors-la-loi n'étaient pas loin. Dans la nuit, ils avaient volé un cheval et rossé son propriétaire. Nous étions seize avec le capitaine Giraud et un gendarme. La position exacte des rebelles n'était pas connue mais si la bande se trouvait dans la plaine, comme le prétendaient les habitants du douar, on devait forcément pouvoir la trouver.

Les fellaghas étaient retranchés dans la mechta *Bouchouat, une grande bâtisse carrée entourée de champs de blé. Depuis la veille, ils occupaient cette habitation. Les fellahs les avaient vus arriver dans la nuit, vêtus d'uniformes de parade français !*

Ils s'étaient installés là comme chez eux, maintenant toute une famille prisonnière dans sa propre maison...

Nous approchions, déployés en tirailleurs, quand une dizaine de coups de feu crépitèrent. Trois hommes tombèrent : le tireur au F.M., engagé européen, un voltigeur musulman et le sergent Mercier, chef du groupe. Tous blessés. Atteint d'une balle à une jambe, Mercier, ébéniste algérois, rampa, sous une grêle de balles, jusqu'au F.M., que son servant avait lâché. Courageusement, il reprit le tir. Les fellaghas tentaient justement une sortie pour s'emparer de la pièce. Ils refluèrent en désordre non sans laisser deux des leurs sur le terrain.

Notre position cependant devenait critique. L'adversaire était nombreux. Nous voyions leur drapeau qui flottait aux fenêtres de la bâtisse. C'est avec soulagement que l'on entendit le bruit des moteurs des engins blindés du 1er spahis.

Il faut noter à ce propos que douze spahis engagés ce matin-là dans la bataille comptaient seulement deux mois de service. Appelés de la classe 56-1, ils avaient été présentés à l'étendard la veille de leur baptême du feu.

« Leur conduite, rapporte le colonel Ceccaldi, commandant le secteur, fut magnifique. Ils se comportèrent comme de vieux baroudeurs face à une bande puissamment armée et bien décidée à lutter jusqu'au bout. »

Les EBR entrèrent aussitôt dans la danse. En quatre coups de canon, la position rebelle fut détruite. Les hors-la-loi jaillirent des ruines en hurlant comme des déments. Ils couraient dans tous les sens. Certains jetaient leur arme. Le terrain plat comme un billard ne leur offrait aucune protection. Ils tombaient comme des quilles.

Quelques-uns pourtant réussirent à atteindre un vaste champ de blé qui s'étendait jusqu'aux pentes du Sid-Moudjahidin. A l'exception de quatre, aucun n'en réchappa. En moins de deux heures, la bande de Si Mostefa fut anéantie. Son drapeau flottait maintenant sur un EBR.

Si Mostefa avait été tué au début du combat. Vêtu d'une élégante culotte de cheval et d'un blouson fantaisie, il portait un sabre, un pistolet et, dans sa chemise, un autre fanion de l'A.L.N. Originaire des Bibans, il avait la réputation d'un tyran et se faisait appeler « le général du Nord-Sahara ». De son vrai nom Mohamed Ben Lounès, il était à la fois craint et haï de sa propre bande. Son adjoint, adjudant déserteur, marié à une métropolitaine, un nommé Si Abdelkader, avait réussi à fuir. Il fut abattu le lendemain avec les trois autres rescapés du combat de la veille.

Une balle frappa Bignollas en plein front

Cette dernière opération devait coûter la vie au jeune spahi berrichon Bignollas, de la 54-2, un « ancien » qui avait été cité dans l'Aurès. Au petit jour, il avait entendu un bruit suspect dans les blés. Il donna l'alerte. Dissimulés dans l'herbe haute, les fellaghas tentaient de franchir la ligne qui encerclait le champ cultivé. Ils s'égaillèrent en tirant au hasard. Une balle perdue frappa Bignollas en plein front. Il était à la veille de la quille.

On apprit plus tard que l'unité de Si Mostefa venait de M'Sila et tentait de gagner le Sud oranais pour appuyer les bandes frontalières. Sur leur passage, les rebelles raflaient toutes les armes de chasse.

C'était encore l'époque où la population renseignait régulièrement les autorités sur les déplacements des fellaghas. Si Mostefa avait « réquisitionné » une vieille camionnette dans le village de Sidi-Marouk pour transporter son butin car, au cours de ses étapes, le « général du Nord-Sahara » commettait bien aussi quelques exactions.

Le véhicule fut récupéré ainsi qu'un âne chargé d'une cinquantaine de fusils de chasse volés.

Le plus curieux est que les rebelles portaient sur eux deux tenues : une civile et une militaire superposées. L'une ou l'autre était apparente selon les circonstances.

Jean TAOUSSON

(1) Moudjahidin : les combattants de la foi.


Ch. Meyer

les fellahs écoutaient ce

ce que les états-majors leur refusaient. Dans les postes administratifs vides ou désertés, ils placèrent des lieutenants ou des capitaines S.A.S. qui apprirent à administrer avec leur cœur à défaut de leur compétence. Les commandants de quartier construisaient des écoles, des dispensaires, des abreuvoirs, creusaient des puits et des canaux d'irrigation. Ils désarmaient des voltigeurs de pointe pour en faire des instituteurs et des maçons. Ils faisaient des patrouilles de nuit pour assurer la sécurité de leurs travaux et organisaient, le jour, des meetings pour parler aux fellahs.

Les fellahs écoutaient ces étranges « Français de France » qui vivaient au milieu d'eux, ces guerriers qui n'avaient pas peur des mots et leur parlaient de



étranges "français de France" venus chez eux

Le Cambodge fut, au cours de la guerre d'Indochine (1946-1954), le seul territoire épargné. Angkor et les merveilleuses pagodes khmères (ici, Oudong) furent préservés. Qui ne se rappelle la « Fête des Eaux » et les joutes nautiques qui les accompagnaient à Phnom Penh ?

justice, de liberté, de dignité, ces administrateurs sans casquette qui ne leur parlaient pas d'impôts mais bâtissaient des écoles et creusaient des puits.

Ils devinrent des « officiers itinérants »

Pourtant, avant de s'engager à leur côté, les fellahs voulaient savoir et posaient des questions. Pour répondre à ces questions sur l'avenir du pays, les officiers malades de l'Indochine commencèrent à concevoir eux-mêmes une politique. C'était contraire au règlement militaire, mais dans cette guerre, ils savaient que la politique était l'arme suprême, qui coordonne et conditionne toutes les autres.

Les commissaires politiques du camp nº 1 leur avaient appris que « la ligne politique correcte est la source des victoires ». Les officiers malades dessinèrent une « ligne politique » correcte. Et ils conçurent cette voie vers l'avenir assez large pour que tous les espoirs des hommes de ce pays pussent y faire route ensemble. Assez droite et assez longue pour qu'elle dépassât l'horizon sinistre de la guerre du temps. Les plus audacieux disaient :

— Qu'importent en vérité le mot indépendance et la chose elle-même si nous parvenons à construire un pays fraternel ? Nous pouvons le réaliser ensemble.

C'était sans doute « une foutue politique », comme disaient les diplômés de Sciences po, et un acte d'indiscipline, comme disaient les brevetés d'état-major.

Mais c'était une idée exaltante et une mission passionnante. Les officiers malades de l'Indochine avaient accepté d'accomplir des missions de sacrifice pour détruire et tuer. En Algérie, ils acceptaient avec enthousiasme de risquer leur vie et leur honneur pour construire un pays fraternel, peut-être le premier dans un monde divisé par la haine et le fanatisme.

Ils étaient tellement sûrs d'avoir raison qu'ils donnèrent à certains d'entre eux mission de propager la bonne parole. Les officiers malades de l'Indochine devinrent des « officiers itinérants ». Ils allaient de quartier en quartier, de mechta en mechta, ▶



E.C.P.A.

◂ Saigon, fin avril 1956. Le général Jacquot, accompagné sur le navire par l'ambassadeur de France, va embarquer avec une des dernières unités du corps expéditionnaire en Extrême-Orient. Un grand tournant de l'histoire.

pour exposer à tous la ligne politique correcte.

Évidemment, l'état-major ne pouvait accepter cette entorse au règlement militaire. Il institua le « bureau d'action psychologique » qui réduisait la « ligne politique » à une simple technique de manipulation des masses. Il le fit pour sauver la face, car les officiers malades de l'Indochine semblaient réussir dans leur entreprise.

Les fellahs commençaient à les soutenir. Les fellaghas s'interrogeaient sur l'utilité de leur combat. Les blessés et les prisonniers, que les officiers malades refusaient de livrer à la justice aveugle et sourde, n'étaient plus traités en hors-la-loi, mais en interlocuteurs. Ils se laissaient convaincre et entraient dans les partisans d'une Algérie fraternelle.

En instituant une telle politique, les officiers malades croyaient sans doute engager la France. Ils ne s'aperçurent pas qu'ils n'engageaient qu'eux-mêmes dans une situation dont ils avaient déjà pu mesurer l'inconfort en Indochine.

Le temps d'une nuit, en mai 1958, ils crurent qu'ils avaient gagné. Sur le Forum, Algériens-de-souche-européenne

Montmarchais

et Français-de-souche-musulmane s'embrassaient.

Les officiers malades de l'Indochine croyaient avoir créé le grand mouvement de fraternité dont ils rêvaient. Dans cette ambiance, tout était possible : le 14 juillet et la nuit du 4 août, l'ouverture des prisons et l'abolition des inégalités, la promotion des fellahs, la promulgation des réformes les plus audacieuses, la réconciliation autour d'une Algérie fraternelle, la construction fraternelle d'une Algérie nouvelle...

Ils n'étaient ni des révolutionnaires ni des politiciens. D'ailleurs, les révolutionnaires de ce temps ne voulaient pas de réconciliation et les politiciens ne voulaient pas de réformes. Les uns et les autres voulaient le pouvoir.

Les premiers décrétèrent que la guerre continuait. Les autres proclamèrent que la guerre était finie et firent éditer des affiches « Algérie française comme avant ! ».

En entrant dans les « comités de salut public », l'armée s'était associée aux ultras. Elle avait perdu son prestige, péniblement gagné, d'arbitre de la réconciliation et dilapidé son capital de confiance à peine amassé.

La guerre reprenait avec les grandes opérations du « rouleau compresseur » et tout le monde, l'État et les états-majors, semblait d'accord sur le plan Challe. Les officiers malades de l'Indochine étaient cocus et battus.

Vieillis, usés, retirés dans les ruines de leurs quartiers, ils s'aperçurent alors qu'ils étaient devenus malades de l'Algérie.

— Nous avons couché avec l'Algérie, disait l'un d'eux, et nous avons attrapé la vérole.

Tout passera et seules les étoiles...

Ils en moururent tous, ou à peu près. Graziani se fit tuer sur le sommet d'un djebel pelé. Le capitaine Rivière avait cru trouver l'oubli aux Antilles. Il se retrouva à la tête des insurgés de Saint-Domingue qui se battaient pour l'ordre classique. Un *marine* lui tira une balle dans la tête.

Un petit nombre se laissèrent porter par le vent et sombrèrent dans la tempête qu'ils avaient su prévoir mais non éviter. A leurs yeux, c'était une fin plus honorable que l'abandon de ceux qui avaient cru en eux.

Les autres, les survivants de cette aventure, vous ne les reconnaîtrez pas si vous les croisez dans la rue. Ils portent un uniforme ou un veston civil, les cheveux courts ou longs. Une sacoche d'état-major ou un *attaché-case*. Ils font des affaires, des plans, des films ou de la littérature. Ils sont « recasés ».

De temps en temps, ils se rassemblent chez l'un d'eux, presque clandestinement. Comme ils faisaient sur les paquebots de la ligne d'Extrême-Orient, ils regardent le ciel, mais sans chercher à y lire un message. Ils contemplent les étoiles et leur pensée est celle de Boulgakov, après la révolution russe :

« Les souffrances, les tourments, le sang, la faim, la peste, tout passera et seules les étoiles demeureront, quand il n'y aura plus trace sur la terre de nos corps ni de nos efforts. Il n'est personne au monde qui ne sache cela. Alors, pourquoi ne voulons-nous pas tourner nos regard vers elles ? » Oui, pourquoi ? H

Jean POUGET



◄ Les unités aguerries qui avaient quitté l'Indochine après la signature des accords de Genève (1954) seront rapidement engagées en Algérie. C'était une nouvelle guerre qui pour beaucoup de cadres et d'hommes fut une découverte : une guerre révolutionnaire totale. Ils sauront s'adapter aux circonstances.

Palacio



Après les rizières, ► les djebels ; après les pistes coupées par des marigots, les paysages pelés, desséchés, d'Algérie. Ici, c'est une opération dans l'Ouest oranais. L'armée ne livrera plus de grandes batailles, mais devra se plier à la guerre de harcèlement menée par l'A.L.N., déloger les « fells » de leurs grottes.

De l'Indochine à l'Algérie et à Suez, les meilleures troupes que j'aie commandées.

Les parachutistes, en Algérie, ont joué un rôle important. Créés pendant la guerre, ils avaient une double origine : les parachutistes d'Angleterre à béret rouge, qui firent de nombreux parachutages en France, notamment en Bretagne, et qui participèrent à la bataille d'Arnhem ; les parachutistes formés en Afrique du Nord – le 1er régiment parachutiste, initialement de l'armée de l'air, qui, sous les ordres du lieutenant-colonel Faure, combattit en France en infanterie, et le bataillon de choc, qui, sous les ordres du lieutenant-colonel Gambiez, s'illustra notamment au débarquement en Provence. Ces unités, envoyées en Indochine et divisées alors en parachutistes coloniaux (béret rouge) et en chasseurs parachutistes (béret bleu), effectuèrent en Indochine des opérations très difficiles qui leur permirent de perfectionner leur technique de troupes aéroportées et de développer un esprit très particulier, assez analogue, par l'accent mis sur la valeur du combattant, à celui qui avait fait la réputation des zouaves. Envoyées en Algérie, elles ne furent, à ma connaissance, jamais parachutées en opérations. En revanche, la qualité de cette infanterie d'élite comme l'organisation de ses transmissions la désignaient tout naturellement pour mener des opérations héliportées. Malheureusement, notre dotation en hélicoptères fut longtemps très insuffisante, si bien que les opérations héliportées étaient rares et en tout cas très partielles. On en verra un bon exemple dans ce fascicule. Dans ces conditions, l'emploi normal des unités parachutistes fut de former la réserve opérationnelle des zones pour être appliquées, sur renseignement, dans les régions où l'on pensait trouver des bandes de fellaghas. Le régiment était transporté en camions, généralement de nuit, débarquait au plus près et s'efforçait de ratisser le terrain. Dès que l'accrochage était obtenu, les très bonnes liaisons radio dont disposaient les parachutistes leur permettaient de concentrer leurs moyens. Les résultats étaient souvent payants, les parachutistes étant des combattants ardents et efficaces.

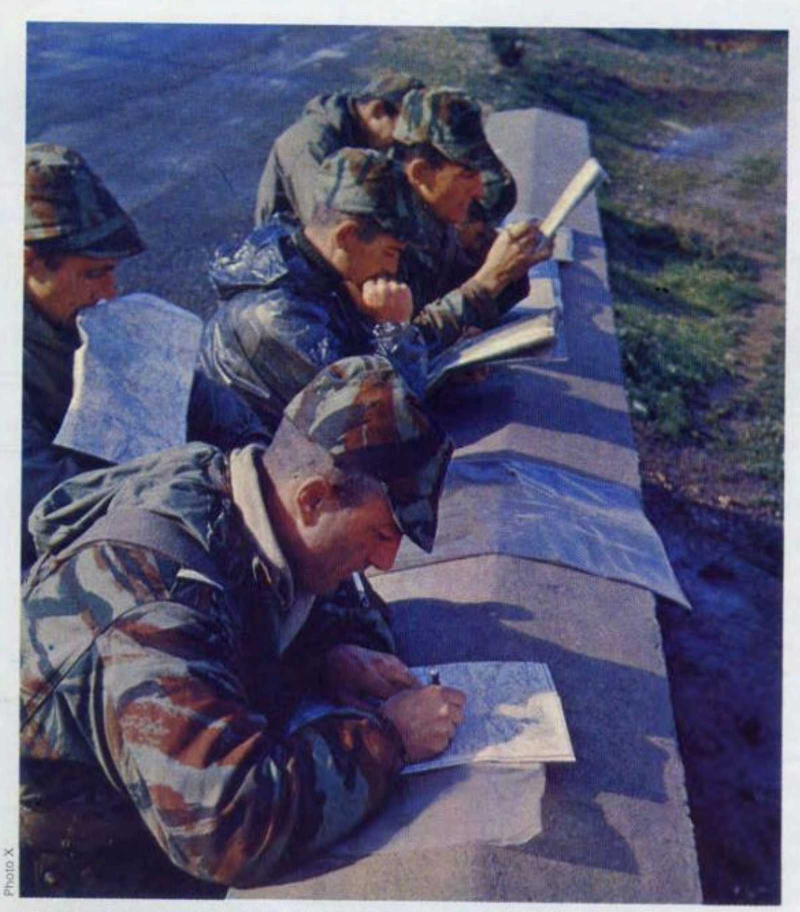
Dans de nombreuses circonstances, toutefois, des unités parachutistes furent implantées, généralement, d'ailleurs, dans des secteurs difficiles du bled. Dans cette circonstance, la qualité des cadres et de la troupe ainsi que le prestige de ces combattants permirent d'obtenir des résultats remarquables. Les méthodes psychologiques employées dans les régiments de paras pour la formation de la troupe, appliquées aux populations, produisaient généralement un effet indéniable. La recherche intelligente du renseignement, son exploitation implacable et rapide étaient également l'un des atouts de la plupart des régiments parachutistes.

Une discipline spéciale

L'application la plus complète des qualités des unités parachutistes à la résolution des problèmes difficiles du contre-terrorisme fut donnée par la 10e division de parachutistes au cours de ce qu'on a appelé la « bataille d'Alger » et que nous verrons en détail ultérieurement. On put constater à cette occasion la remarquable capacité d'adaptation des cadres parachutistes à une mission particulière, quelle qu'elle fût.

J'ai eu sous mes ordres la plupart des régiments de parachutistes, tant en Indochine qu'en Algérie et à Suez, et je puis dire que ce sont les meilleures troupes que j'aie commandées. Parfois difficiles en garnison en raison de leur discipline un peu spéciale, elles étaient toujours prêtes à se dépenser sans compter dès qu'une opération était en vue. Leur action intelligente au cours du combat ainsi que leur entraînement et le sens du terrain leur valaient des succès mérités.

Général BEAUFRE


Photo X

« Le 3e R.P.C., le régiment de Bigeard, formé en majorité d'engagés, avait, en moyenne, un sous-officier pour cinq hommes. L'encadrement en officiers était à l'avenant. »





Palacio

Une erreur : la création de deux catégories d'unités : « quadrillage » et « opérations ».

Dans ses réorganisations, le général Lorillot s'est trouvé de bonne heure en face du dilemme qualité-quantité. Une certaine conception de la défense de l'Algérie requérait des effectifs toujours accrus, la conduite d'opérations efficaces requérait des troupes de haute qualité. Ainsi naquit et se développa l'idée — fausse, à mon avis — de constituer deux catégories de forces : des troupes statiques « de quadrillage » et des forces opérationnelles. Pour atteindre ce résultat, on préleva de nombreux cadres et du matériel sur les unités dites « de quadrillage » pour les démultiplier et en créer de nouvelles ainsi que pour renforcer les cadres des unités opérationnelles.

Cette politique d'organisation, qui fut suivie jusqu'à la fin et même renforcée quand on créa plus tard les commandos de chasse, aboutit à une situation désastreuse tant pour le moral que pour l'efficacité.

En effet, les unités destinées au quadrillage territorial, établies d'abord sur un tableau d'effectifs très pauvre en moyens et maintenues en sous-effectif par des ponctions continuelles, n'étaient plus que l'ombre d'elles-mêmes. Très souvent, des sections étaient commandées par un sergent du contingent, les compagnies ne disposaient que d'un seul officier.

Dépourvues de véhicules, donc de mobilité, elles ne pouvaient patrouiller qu'à courte portée. De là à se limiter à une attitude passive et facile il n'y avait qu'un pas, qui fut souvent franchi. La discipline, le zèle, s'en ressentirent. En somme, cette inflation, comme toutes les inflations, ne pouvait produire que de la mauvaise monnaie. Le quadrillage territorial, tout en absorbant au total des effectifs énormes, était souvent devenu inefficace.

D'un autre côté, les unités opérationnelles étaient généralement très richement dotées : c'est ainsi, par exemple, que le 3e R.P.C., le régiment Bigeard, formé en totalité d'engagés, avait en moyenne un sous-officier pour cinq hommes. L'encadrement en officiers était à l'avenant. Avec des chefs de la valeur de Bigeard, il n'était pas étonnant que ces unités fussent d'élite. Mais alors, l'intérêt des journalistes comme la sollicitude du commandement finirent par créer la légende d'une armée dont seules seraient efficaces certaines unités — dont les parachutistes — et que les autres, à base d'appelés, ne pouvaient être que médiocres et de faible rendement. Or c'était faux. J'avais amené en Algérie la 2e D.I.M., division expérimentale solidement encadrée, mais formée en quasi-totalité d'appelés. Tant que cette division demeura avec ses cadres d'origine et qu'elle ne fut pas dédoublée, elle constitua une division de grande qualité. Les soldats du contingent furent admirables d'entrain, de dévouement et d'efficacité.

Au moment du putsch

En acceptant une inflation d'effectifs et en concentrant les moyens sur quelques unités d'élite, on réduisit notablement le rendement de l'ensemble et l'on créa deux armées dont l'une, parent pauvre, jalousait l'autre, qui la méprisait et qui avait droit à tous les honneurs de la presse. Les unités d'appelés tendirent à perdre leur moral. C'est ce qui explique en grande partie la situation qui se fit jour après le putsch des généraux, en 1961.

La solution correcte eût consisté — à mon avis — à limiter l'expansion des effectifs à ce que permettaient l'encadrement et le matériel disponibles. On pouvait aller assez loin dans cette voie. Il ne faut jamais, surtout avec les Français, créer des unités de seconde zone.

Général BEAUFRE



photo X

Ces corolles déployées dans le ciel saharien sont bien la première floraison que les gens du grand Sud aient jamais admirée. Et puis les paras touchent le sol, sable ou herbe...



PHILIPPEVILLE
sur la côte de l'Est algérien, où sera installé le camp Jeanne-d'Arc.


Bergèse

5 COMMANDOS, LE TEMP



Tremsal

Le 12 septembre 1935, un arrêté signé par le général Denain, ministre de l'Air, créa un centre d'instruction de parachutisme pour assurer « la formation d'un cadre de moniteurs et d'instructeurs chargés de l'instruction théorique et pratique du parachutisme tant au centre que dans les unités ».

Situé à Pujaut, près d'Avignon, ce centre, qui relevait directement de l'état-major général de l'air, fut confié à un officier pilote de chasse, le capitaine Geille.

Il fut le berceau des premiers parachutistes français.

Mais sitôt après la fin de la seconde guerre mondiale et la réorganisation de nos forces armées, l'armée de l'air perdra ses prérogatives et tous les hommes voulant servir comme parachutistes seront groupés dans l'armée de terre.

Cependant, en 1956, le caractère particulier de la guerre d'Algérie rendit pressant le besoin d'une infanterie d'élite pour mener à bien des actions combinées rapides et soutenues.

L'armée de l'air put, à cette occasion, et à la demande du général de Maricourt, commandant la Ve région aérienne, créer des commandos parachutistes de l'air.

Le 12 mars 1956, par décision n° 532/CAB/EMP, le secrétaire d'État aux Forces armées (air) prescrit la mise sur pied de commandos de l'air en Afrique du Nord.

Dans toutes les bases aériennes de métropole et d'Algérie fleurissent des affichettes demandant des volontaires.

Fin mars, ils sont 300, réunis, au camp de Mourmelon, autour d'un capitaine breveté parachutiste, ancien patron d'une brigade de recherche et de contre-sabotage en Indochine, Albert Meyer, et de cinq autres officiers : les sous-lieutenants Henri, Pallardy, Nauleau et les lieutenants Arbez et Vasseur; ce dernier trouvera la mort à la tête de ses hommes, dans le djebel, quelques mois plus tard.

Pour Meyer et ses officiers d'encadrement, le problème se pose d'une façon simple si l'on peut dire. Il a 300 hommes à sa disposition, or il n'en a besoin que de 150 pour constituer ce qui sera le premier commando : le commando 10.

Un entraînement terriblement dur séparera le bon grain de l'ivraie. Qu'importe s'il y a de la « casse », il restera toujours assez d'hommes pour la formation définitive du commando.

Méthode que certains pourront désapprouver au nom d'une certaine morale mais qui, pourtant, a fait la preuve de son utilité et de son efficacité. En effet, en cinq ans de combats devant un ennemi qui se renforce chaque jour, les cinq commandos de l'air qui opéreront en Algérie, soit environ 1 300 hommes, n'auront que 80 morts.

Le camp de Mourmelon

Cela, les soldats et les sous-officiers des commandos ne peuvent l'oublier et ils vouent une reconnaissance sans borne à cet officier, qui leur en a pourtant fait « baver »...

Et ils en ont « bavé » pendant le mois qu'ils ont passé à Mourmelon!...

Chaque matin, lever à 6 heures avec un tout petit quart d'heure pour prendre le « jus », revêtir la tenue de combat et le harnachement.

S D'UNE GUERRE



Avant un saut ▶ d'entraînement. Pour les commandos de l'air, l'entraînement, au début, consistait à sauter de camions lancés à plus de 40 km/h ! « ... Il y eut plus de 20 % de casse ! »

Barizain

◀ L'hélicoptère, qui déposera les hommes des commandos de l'air dans le djebel, où ils s'embusqueront, attendant le passage des bandes rebelles. L'attente pouvait durer des jours...



Court bivouac, ▶ autour de boîtes de conserve. Après un lever à 6 heures et des heures d'entraînement, le repos du guerrier, même sans « bergère », reste un moment sacro-saint...

Coll. B. Bourguignon



Jeanpierre. « L'unanimité de ses subordonnés par l'expérience et la flamme que lui valent vingt années consacrées à la Légion » (général Massu, « La vraie bataille d'Alger »).



Trinquier. « Il m'apporte, à moi l'Africain rompu à d'autres méthodes, son expérience, ses réactions et l'appui bénéfique de son dynamisme au service d'une grande habileté » (général Massu).

Dès 6 h 30, la revue d'effectifs passée, les camions, avec 20 hommes à bord assis dos à dos, s'ébranlaient vers le terrain d'entraînement, distant d'une trentaine de kilomètres.

Et alors, pendant le trajet, qu'il plût ou que le vent soufflât, quel que fût le terrain, les hommes sautaient des camions lancés à plus de 40 km/h ! A cet exercice seul, il y eut plus de 20% de « casse »...

Puis, durant des heures et des heures, c'était le combat, avec tir intensif. En quinze jours, les 300 hommes du capitaine Meyer, ou plutôt ceux qui étaient encore valides, avaient utilisé toutes les munitions de la base ainsi que les réserves de guerre.

Et il a fallu au capitaine toute son énergie et tout son savoir-faire pour récupérer les munitions dont il avait besoin, un samedi, alors que toute la base était partie pour le week-end.

Résultat : 15 jours d'arrêts pour avoir quitté le camp sans autorisation et avoir gagné Paris afin d'obtenir ce dont il avait besoin.

Mais que sont « 15 pains » lorsque l'on sait que cet entraînement est nécessaire pour sauver la vie de ses hommes au combat!

Fourbus, manquant de sommeil (pendant un mois, aucun des hommes n'a dormi plus de quatre heures par nuit), éclopés, des hommes étaient implacablement éliminés.

Et c'est effectivement les 150 meilleurs, les plus résistants moralement et physiquement, qui, le 10 mai 1956, montèrent à bord du *Sidi-Okba*, à quai à Marseille, en partance pour Philippeville.

Dans le même temps, avec une ou deux semaines de décalage, les volontaires d'Algérie, futurs membres du commando 20, subissaient le même sort à Reghaïa, sous les ordres du capitaine Jomain.

L'arrivée à Philippeville coïncida presque jour pour jour avec l'instruction militaire nº 6168/EMAA/1/0, du 15 mai, ordonnant la création de deux commandos de l'air à la date du 1er juin 1956.

Cette I.M. précisait que les commandos étaient placés sous l'autorité du général commandant la Ve région aérienne et qu'ils seraient employés dans le cadre des missions dévolues à l'armée de l'air.



Ducournau. Élastique comme un Béarnais, il s'est illustré pendant la 2e guerre au 1er Bataillon de Choc par des actions spectaculaires. L'Indochine, puis l'Algérie confirment ses dons.



Fossey-François : Solide, râblé et assez rude d'aspect, cet ancien professeur a été séduit par l'armée, l'aventure et le risque parachutiste. Il s'illustre partout, du Tonkin à l'Algérie.

leur devise : "tel un aigle" ; des groupes de dix ou vingt hommes battant les djebels

L'Algérie, enfin, cette terre d'Algérie qui a été à l'origine de la création des commandos.

A peine débarqués, sous les vivats d'une foule dense qui se presse sur les quais du port, Meyer et ses hommes sont pris en main par les moniteurs « bérets bleus » qui, pendant quinze jours de stage intensif, vont faire de ces commandos de l'air des commandos parachutistes de l'air brevetés.

Le 1er juin 1956, les deux commandos sont réunis pour la première fois sur le tuf de la base de Reghaïa. Équipés, armés, encadrés, il ne leur reste plus qu'à recevoir le baptême du feu.

Les 150 soldats-commandos du 10 rejoignent par camion le 3e régiment de parachutistes coloniaux commandé par le colonel Bigeard, alors en opération le long de la frontière tunisienne, au sud de Tébessa.

Ceux du 20 vont, de leur côté, effectuer leur stage opérationnel dans un autre régiment de parachutistes en opération.



Le colonel Coulet

C'est ainsi qu'au contact de soldats aguerris ils vont acquérir l'expérience qui, deux mois plus tard, leur permettra d'effectuer seuls les missions qui leur seront confiées.

Début août 1956, les deux commandos, enfin opérationnels, sont de nouveau réunis à Reghaïa.

R. Bail

En tenue camouflée, béret bleu incliné sur l'oreille gauche, dans un silence solennel, les 300 hommes touchent leur fanion portant en exergue la devise latine de leur unité : *Sicut aquila* (tel un aigle), qui illustre bien leur vocation et leur volonté. Par là, le commando s'affirme homme et soldat, à travers les difficultés qu'il doit vaincre.

Un lieutenant-colonel de cinquante ans, François Coulet, désigné par le général de Maricourt, prend ce même jour le commandement de l'unité.

François Coulet est un cas. Il sera, pendant toute la guerre d'Algérie, le seul

Coll. B. Bourguignon





Créés pour la guerre d'Algérie, les commandos de l'air – dont l'effectif quintuplera – faisaient eux-mêmes l'instruction des recrues et dirigeaient leur stage opérationnel. Dur matin du premier saut, où le futur breveté a « peur d'avoir peur ». A la tête des commandos de l'air, en Algérie, le colonel Coulet.

colonel de réserve à la tête d'une unité de parachutistes.

Ancien ambassadeur de France, à Téhéran, puis à Belgrade, il s'est fait mettre en disponibilité, estimant que de 1940 à 1944, ayant " manqué " le parachutage en Bretagne dans la nuit de 5 au 6 juin 1944, " il n'en avait pas fait assez ". De plus il trouvait là l'occasion de vérifier certaines théories tactiques dont il avait fait part au général de Gaulle, alors qu'il commandait l'infanterie de l'air de la France Libre en Grande-Bretagne. Sa nomination à la tête des C.P.A. s'expliquait d'autre part par le fait qu'il était le seul officier supérieur de l'Armée de l'Air qui fût breveté parachutiste. Il consacrera de longues semaines à préparer moralement et physiquement ses " centuturies " aux missions qui leur seront confiées. Il effectuera un stage opérationnel chez Bigeard.

Sous l'impulsion de Coulet, assisté du capitaine Meyer son fidèle second, qui garde cependant la direction du 10, d'autres commandos vont naître.

Cette fois, ce sont les commandos eux-mêmes qui vont faire l'instruction des recrues et organiser leur stage opérationnel.

Dès septembre 1956, le commando 30 est créé sous les ordres du capitaine Turk.

◀ Ce sont les commandos de l'air qui mirent au point « les nouvelles techniques de combat qui permirent par la suite, la création des fameux commandos de chasse ». Ils seront dissous en 1961.

Et fin février 1957, c'est au tour du 40 de voir le jour avec, à sa tête, le capitaine Fuhrer.

Dans les combats contre les « fells », les commandos de l'air commencent à se faire une réputation qui ira en s'amplifiant.

Connaissant les aviateurs mieux que personne, ils seront chargés, pendant toute la guerre d'Algérie, de missions très particulières. La symbiose entre eux et les équipages des hélicoptères était parfaite. Il en était de même avec les équipages des chasseurs ou des chasseurs bombardiers.

Partant par petits groupes de 20 hommes, parfois même de 10 ou moins, les commandos s'enfonçaient dans le djebel évitant autant que possible l'accrochage.

Les léopards à béret bleu

Carte en main, l'officier ou le sous-officier dirigeant l'opération choisissait un piton où, dans la discrétion la plus absolue, ses hommes et lui s'embusquaient.

L'attente pouvait durer ainsi quinze jours et même plus. Tel l'aigle qui guette sa proie, les commandos attendaient le passage d'une bande rebelle.

Quelle qu'en fût l'importance, ils l'accrochaient en même temps que, par radio, ils avertissaient les avions en alerte sur la base aérienne la plus proche.

Les pilotes, obéissant aux signaux que leur faisaient les léopards à béret bleu, frappaient avec une précision inouïe. Ils parvenaient, dans certains cas limites, à mitrailler les « fells » à moins de 100 mètres de leurs camarades.

Ce genre d'opération, qui ne pouvait être réalisée que par des hommes de la même arme, eut des résultats considérables.

Ces résultats se traduisent dans le bilan par la mise hors de combat de plus de 2000 H.L.L. et la récupération de près de huit cents armes individuelles et collectives.

Le 2 février 1959, un cinquième commando fut créé par le capitaine Morel.

Morel fit du 50 une unité expérimentale avant d'être remplacé, deux mois plus tard, par le capitaine Leguen.

Pendant plusieurs mois, c'est ce commando qui mit au point les nouvelles techniques de combat qui permirent par la suite la création des fameux commandos de chasse.

Les commandos de l'air ne devaient pas survivre à la fin de la guerre d'Algérie, qui les avait vus naître, puisque, au lendemain du putsch d'avril 1961, les 10, 20, 30 et 40 seront dissous. Le 50, seul commando épargné, sera dispersé à son tour, quelque temps plus tard, à Bremgarten, où il avait été rapatrié. H

Recueilli par
Pierre DÉMARET

LE F.L.N., LA TUNISIE ET BOURGUIBA

Le 23 mars 1956, des camions chargés d'hommes, de femmes et de banderoles, des voitures gorgées de passagers, des vélos pavoisés, des sections de jeunes marchant au pas cadencé traversent Tunis et convergent vers l'aéroport d'El-Aouina, où Habib Bourguiba regagne le sol de la patrie, après un séjour de six semaines à Paris. Il n'y a pas tout à fait autant de monde que seize mois plus tôt, lorsque le Combattant suprême est rentré de ses années d'exil, après la reconnaissance de l'autonomie interne de la Tunisie. Mais la foule est dense car l'on attend une déclaration sur le problème algérien. Bourguiba s'est, en effet, rendu à Paris, à la veille du voyage à Alger du président du Conseil, Guy Mollet, pour entretenir les dirigeants français du problème algérien et leur présenter sa solution. « Je souhaite, dit-il en descendant d'avion, que la France s'inspire de la solution tunisienne pour mettre fin à la lutte qui subsiste en Algérie et pour asseoir sur des bases tirées du consentement et de l'adhésion des hommes les relations nécessaires entre les peuples français et algérien. »

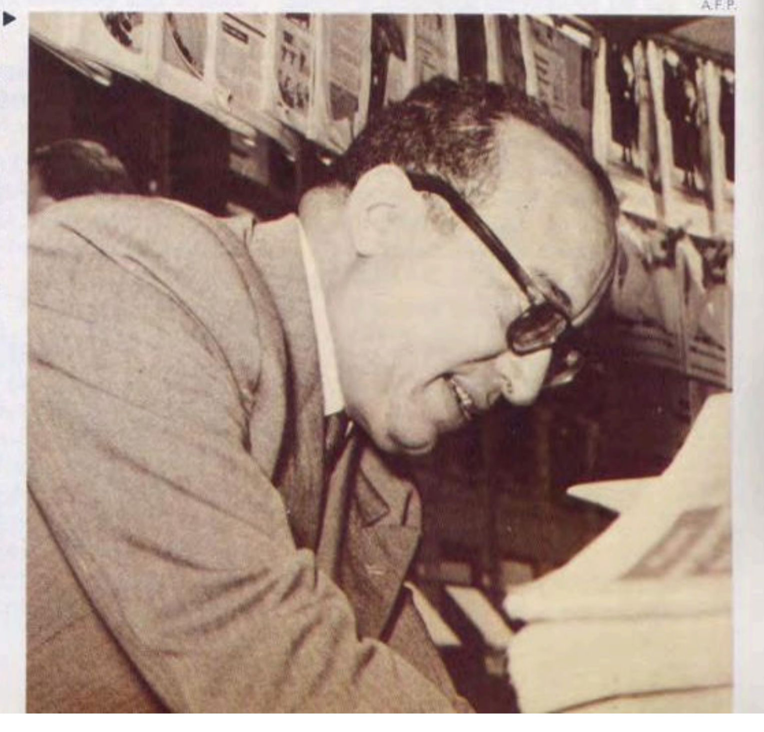
C'est, résumée en quelques mots, la teneur des propos que, dès son arrivée à Paris, le 3 février, il a tenus à Guy Mollet, entouré d'Alain Savary et de Roger Seydoux, haut-commissaire en Tunisie. J'ai personnellement rencontré le président Bourguiba à cette époque, rue des Pyramides, au siège de l'ancien Office de Tunisie et il m'a confirmé qu'il avait appuyé, devant le président Guy Mollet, sur la nécessité, pour régler le problème algérien, de tenir compte du fait national algérien. « Et j'ai ajouté, m'a-t-il déclaré, qu'il fallait le concrétiser par un statut d'État distinct de l'État français. J'ai précisé que la France devrait négocier avec les rebelles. Les négociations auront à régler le statut des Français qui vivent en Algérie et qui pourront, s'ils le désirent, rester là-bas comme citoyens algériens et y tenir la place normale d'une minorité dans une communauté de races différentes.

« Le jour où, en France, on se décidera à reconnaître le fait national algérien, la négociation sera possible et les interlocuteurs ne manqueront pas de se révéler. »

Le président Bourguiba ne m'a pas caché sa déception devant les réactions de ses interlocuteurs. « J'espérais, m'a-t-il confié, rencontrer des hommes pressés de trouver une solution. Mais le président Mollet, sans doute très impressionné



Habib Bourguiba, en chef de l'État tunisien. Il évitera d'engager son pays dans la guerre aux côtés du F.L.N. Mais il proposera que la Tunisie serve de sanctuaire, de base de repli pour les combattants algériens. Dans le même temps, il restera l'homme des solutions négociées. Quand le F.L.N. installera ses bases arrière en Tunisie et que l'A.L.N. y disposera de plus de 30 000 hommes, la solidarité deviendra un mot pesant pour le président Bourguiba. Pesant et dangereux.



A.F.P.

Salah Ben Youssef. Un sérieux adversaire de la coopération avec la France, un solide partisan de l'aide à outrance de la Tunisie au F.L.N. Il communique avec les Algériens par l'intermédiaire de Tahar Lassoued, chef des fellaghas de Tunisie. Ben Bella aura de nombreux entretiens politiques avec lui, au Caire, où, au premier étage d'un immeuble modeste de la rue Fouad, le leader algérien a ouvert un bureau de recrutement de volontaires.

Darolle-Gamma

par les scènes d'émeute auxquelles il a assisté à Alger, n'a fait qu'insister devant moi sur les droits inaliénables du million de Français d'Algérie. Ces droits, selon lui, fondent le problème algérien sur des bases absolument différentes de celles qui concernent le Maroc et la Tunisie. »

Malgré la courtoisie qui a présidé à cette rencontre, le dialogue Mollet-Bourguiba n'a été qu'un dialogue de sourds.

La popularité de Salah Ben Youssef

Le président Mollet a été d'autant plus ferme que, pour le moment, Bourguiba n'est encore qu'un homme privé, qui jouit, certes, d'un grand prestige en Tunisie et dans le monde arabe, mais dont le seul titre officiel est d'être le président du Néo-Destour. Les interlocuteurs avec lesquels les accords d'indépendance sont signés, le 20 mars, sont Tahar Ben Ammar, président du Conseil, et Mongi Slim, ministre des Affaires étrangères.

Bourguiba, de son côté, est d'autant plus pressé d'affirmer ses positions qu'il est menacé sur sa gauche par la surenchère youssefiste. Au moment même où il débarque à l'aéroport d'El-Aouina, d'autres cortèges se sont formés dans Tunis où les « Yahia Ben Youssef » l'emportent de loin sur les « Yahia Bourguiba ». La campagne électorale est ouverte depuis quelques jours et son enjeu n'est rien de moins que la présidence du Néo-Destour, c'est-à-dire, bientôt, la magistrature suprême.

Bourguiba n'ignore pas les positions pro-F.L.N. de Salah Ben Youssef. Le 23 mars, dans le cortège youssefiste, des drapeaux F.L.N. aux couleurs de l'Algérie libre ont été déployés. Et Salah Ben Youssef a fait parvenir dans toutes les salles de rédaction un télégramme expliquant qu'il faut écarter les hommes qui ont mené la négociation avec la France. Salah Ben Youssef est un adversaire résolu de la coopération avec la France. Comme Allal el-Fassi, longtemps réfugié au Caire, il est partisan de la création d'un front unique de libération maghrébin : l'action militaire des Rifains au Maroc, celle des fellaghas tunisiens doivent soutenir et relayer celle des maquisards de l'Aurès et de Kabylie — Ben Youssef entretient des rapports étroits avec Tahar Lassoued, chef des partisans tunisiens, qui garde le contact avec les frères algériens de l'autre côté de la frontière. Agressions, attentats à la bombe, attentats individuels, infiltrations à travers la frontière n'ont pas cessé depuis la proclamation de l'autonomie interne. Et Tahar Lassoued vient de diffuser des tracts annonçant l'unification des forces de partisans dont il va prendre le commandement.

Position de Bourguiba

La Tunisie, raisonne Bourguiba de son côté, ne peut pas prendre le risque de s'engager dans la guerre aux côtés du F.L.N. Elle risque d'y perdre en quelques jours l'indépendance qu'elle vient de conquérir de haute lutte : l'armée française est encore présente sur le territoire tunisien et ne ferait qu'une bouchée des fellaghas de Tahar Lassoued. Pendant les quelques semaines de réflexion et de contacts à Paris, Bourguiba va définir la doctrine politique qui sera la sienne durant tout le conflit algérien. Elle s'articule autour de trois points fondamentaux :

1. Le gouvernement tunisien ne participe pas officiellement à l'effort de guerre du F.L.N.;
2. La Tunisie sert de base de repli et de sanctuaire pour les combattants algériens;
3. Le gouvernement tunisien fera tous ses efforts pour convaincre, et le F.L.N. et le gouvernement français, que la voie des armes est sans issue. Pas plus que les combattants algériens ne sauraient, bien qu'ils le proclament, infliger un Dien ▶

Keystone



A Matignon. Poignée de main pour les photographes. Bourguiba est venu rendre visite au président du Conseil à la veille du voyage de Guy Mollet à Alger. Il sera accueilli « courtoisement ».

amitié et solidarité. Mais les Algériens se méfient du Tunisien

Bien Phu à l'armée française, celle-ci ne saurait venir à bout de la résistance nationale du peuple algérien. A problème politique, il faut une solution politique : cette solution, c'est la négociation.

A cette époque, les dirigeants algériens du F.L.N. sont plus disposés à écouter la voix extrémiste de Salah Ben Youssef que celle, plus modérée, de Habib Bourguiba. La plupart d'entre eux, qu'il s'agisse d'Abane Ramdane, de Krim Belkacem, de Larbi Ben M'Hidi, de Ben Boulaïd, qu'il s'agisse encore et surtout des chefs de l'extérieur : Ahmed Ben Bella, Hocine Aït Ahmed, Mohamed Khider, auxquels va bientôt se joindre le Dr Lamine Debaghine, accusent Bourguiba d'opportunisme, sinon de trahison. En 1947, en effet, selon ce qui m'a été affirmé par Ahmed Ben Bella et par le dirigeant marocain de l'U.N.F.P., Abderrahim Bouabid, des accords secrets ont été conclus à Paris entre les jeunes dirigeants nationalistes maghrébins représentant le Néo-Destour, l'Istiqlal et le parti populaire algérien, creuset du futur F.L.N. L'Afrique du Nord est une, ont-ils affirmé, et la marche à l'indépendance ne s'effectuera pas en ordre dispersé. Ni la Tunisie ni le Maroc n'accepteront leur libération du joug colonialiste sans que l'Algérie soit associée à cette libération. Ils devront s'engager dans la révolte armée et apporter leur appui total au peuple algérien.


R. Bail

La solidarité tunisienne

Pour les dirigeants algériens, Bourguiba a donc été le premier dirigeant maghrébin à renier cet engagement. Il a consenti à transiger avec le colonialisme et, au nom du réalisme politique, à accepter des étapes comme l'autonomie interne. Ils lui reprochent de s'être même servi du conflit algérien pour abréger le temps d'accession de la Tunisie à l'indépendance.

Mohamed Lebjaoui, ancien responsable de la Fédération de France du F.L.N., a raconté, dans son livre *Vérités sur la révolution algérienne*, à la suite de quelles circonstances les deux points de vue se rapprochèrent, au point qu'un jour le G.P.R.A. en viendra à s'installer officiellement à Tunis et sollicitera souvent les avis et conseils du président de la République tunisienne.

Une rencontre entre Lebjaoui et Bourguiba qu'entouraient Bahi Ladgham, Mongi Slim, Mohamed Masmoudi et Bachir Ben Yahmed, directeur de l'hebdomadaire destourien *Action*, a eu lieu en mars 1956 pendant le séjour de Bourguiba à Paris.

Lebjaoui est accompagné d'Ahmed Taleb, leader des étudiants nationalistes algériens à Paris, aujourd'hui ministre de l'Information et de la Culture dans le gouvernement Boumediene. Lors de cette rencontre, Bourguiba presse Lebjaoui et les dirigeants du F.L.N. d'exposer publiquement et officiellement le programme de leur lutte. « S'il était connu, dit-il, votre programme vous renforcerait aux yeux de l'opinion maghrébine, française et internationale et rendrait votre action plus efficace. » La décision est prise alors de publier une déclaration du Front dans l'*Action* tunisienne. Bourguiba réaffirme la solidarité totale de la Tunisie avec le combat de la révolution algérienne. « A tout moment, ajoute-t-il, vous pourrez faire appel à moi pour que cette solidarité se manifeste concrètement. »

Le texte du F.L.N. est publié à Tunis, dans *Action*, en avril 1956. Avant le «congrès de la Soummam», qui aura lieu en août, ce texte constitue le premier document public dans lequel le F.L.N. expose l'ensemble de sa politique. Il servira de base à tous les militants F.L.N. en Algérie qui, bien souvent, hésitent sur l'attitude officielle du F.L.N. à l'égard de certains problèmes.

Dans cette déclaration, à la rédaction de laquelle ont participé, outre Lebjaoui, les principaux dirigeants de l'intérieur — Abane Ramdane, Amar Ouzegane, Ben Khedda, H'Didouche, Moussaoui et Ahmed Ghermoul —, le F.L.N. réaffirme, sans ambages, l'unité du combat maghrébin : « Nous pensons que, sans l'indépendance de l'Algérie, l'indépendance du Maroc et de la Tunisie est un leurre. Il est insensé de croire que le Maroc et la Tunisie peuvent être totalement indépendants alors que l'Algérie reste sous le joug colonial. » A aucun moment il n'est question, dans ce texte, d'une quelconque politique de rapprochement avec Bourguiba.

Pourtant, des frictions avec le F.L.N...

Au contraire, dans les mois qui suivent, un courant « antibourguibiste » commence à se manifester dans les rangs F.L.N. Au Caire, à Alger même, de nombreux dirigeants sont d'avis qu'il faut soutenir Salah Ben Youssef contre Bourguiba. Une convention secrète est même signée au

◄ Le port de Bizerte. Ce port de guerre, qui est aussi un chantier naval, resta occupé par les forces françaises après l'indépendance de la Tunisie. En juillet 1961, brusquement, Bourguiba renouvelle ses revendications sur Bizerte. L'armée et les milices du Néo-Destour font feu sur les soldats français.

Caire entre Allal el-Fassi, Khider et Salah Ben Youssef par laquelle les trois mouvements nationalistes s'engagent à continuer la lutte jusqu'à l'indépendance. En Algérie, à l'initiative d'Abane, des tracts antibourguibistes commencent à voir le jour.

Mohamed Lebjaoui est alors envoyé à Tunis pour sonder la sincérité des sentiments proalgériens de Bourguiba, qui vient d'être nommé président du Conseil. Il reçoit l'envoyé du F.L.N., qui lui présente un certain nombre de demandes précises concernant l'aide qu'il est prêt à apporter à l'organisation combattante. L'une d'elles vise l'installation à Tunis d'une antenne du F.L.N. sous le couvert d'une Amicale des Algériens résidant en Tunisie. Une autre vise le transit des armes à travers la frontière algéro-tunisienne. Une autre encore a trait à une intervention du gouvernement tunisien auprès de la police française — qui opère encore en Tunisie — pour faire libérer des militants algériens arrêtés.

« Bourguiba accepte tout, raconte Mohamed Lebjaoui, sans exception, avec une grande spontanéité et une sincérité émouvante. » De retour à Alger, Lebjaoui eut besoin de beaucoup de temps et de patience pour convaincre les dirigeants du F.L.N. que Bourguiba avait raison et que les peuples marocain et tunisien n'étaient pas prêts à entrer massivement dans la lutte aux côtés des Algériens, maintenant qu'ils avaient obtenu leur indépendance.

Finalement, la campagne contre Bourguiba fut arrêtée, quoique bien des frictions eurent sans doute lieu par la suite entre le gouvernement tunisien et la direction du F.L.N.

Après la capture de l'avion de Ben Bella

Mais la capture de l'avion de Ben Bella, le 22 octobre 1956, est ressentie comme un affront personnel par le président Bourguiba. Elle provoquera une tension grave entre Tunis et Paris. Elle achèvera de persuader le président tunisien que le gouvernement de Guy Mollet, même s'il désire s'orienter vers la négociation, est incapable d'imposer sa volonté aux groupes de pression qui déterminent la véritable politique algérienne de la France. « Cet acte, déclare-t-il, a retardé l'avènement de la paix et ouvert les perspectives d'une guerre à outrance en Algérie. »

La politique proalgérienne de Bourguiba va s'affirmer de mois en mois avec le repli sur Tunis du C.C.E. (Comité de coordination et d'exécution) après la « bataille d'Alger », l'installation du G.P.R.A. dans la capitale tunisienne et la création de l'« armée des frontières », dirigée par le colonel Boumediene. H

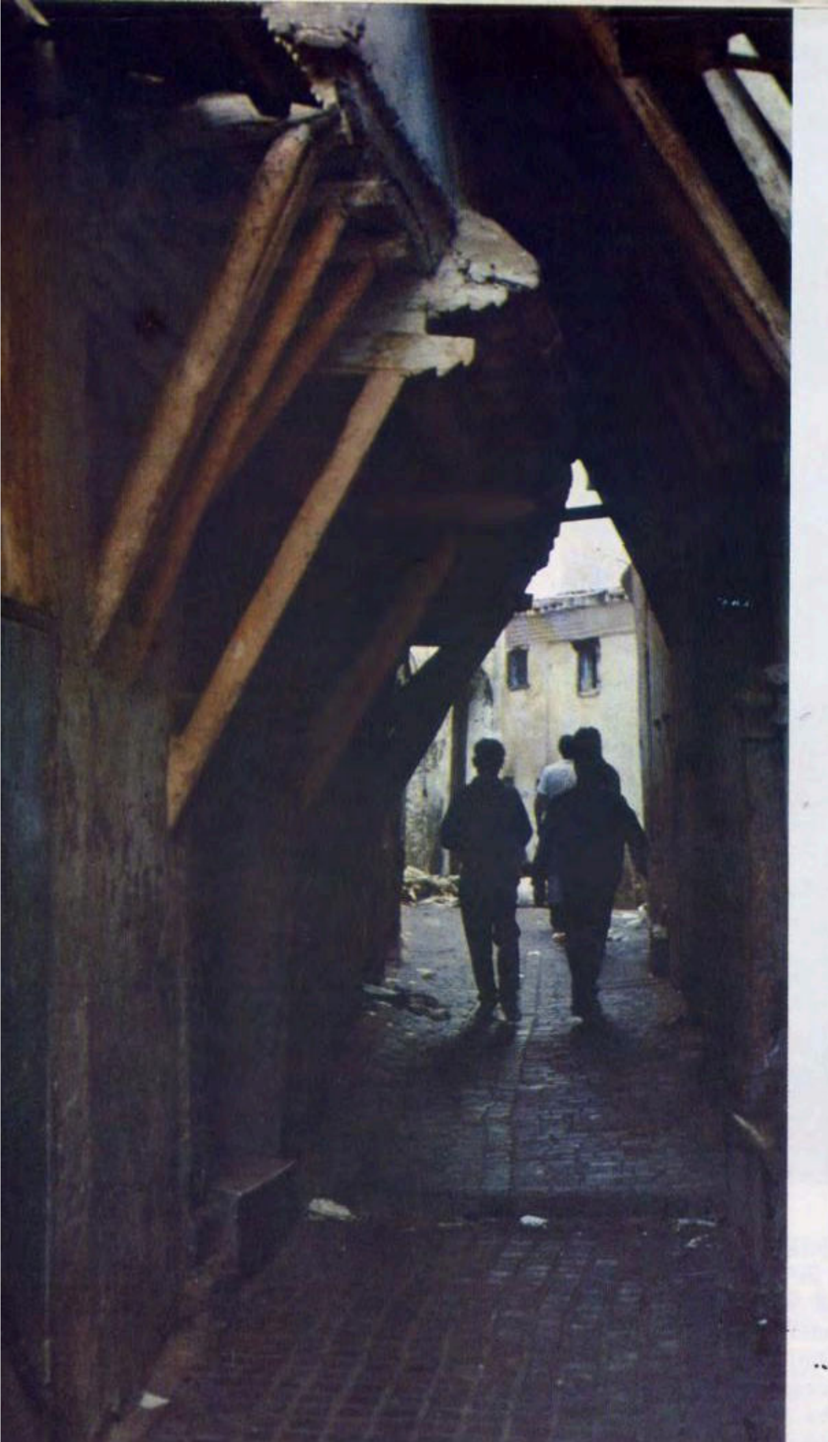
Robert BARRAT

Collection particulière

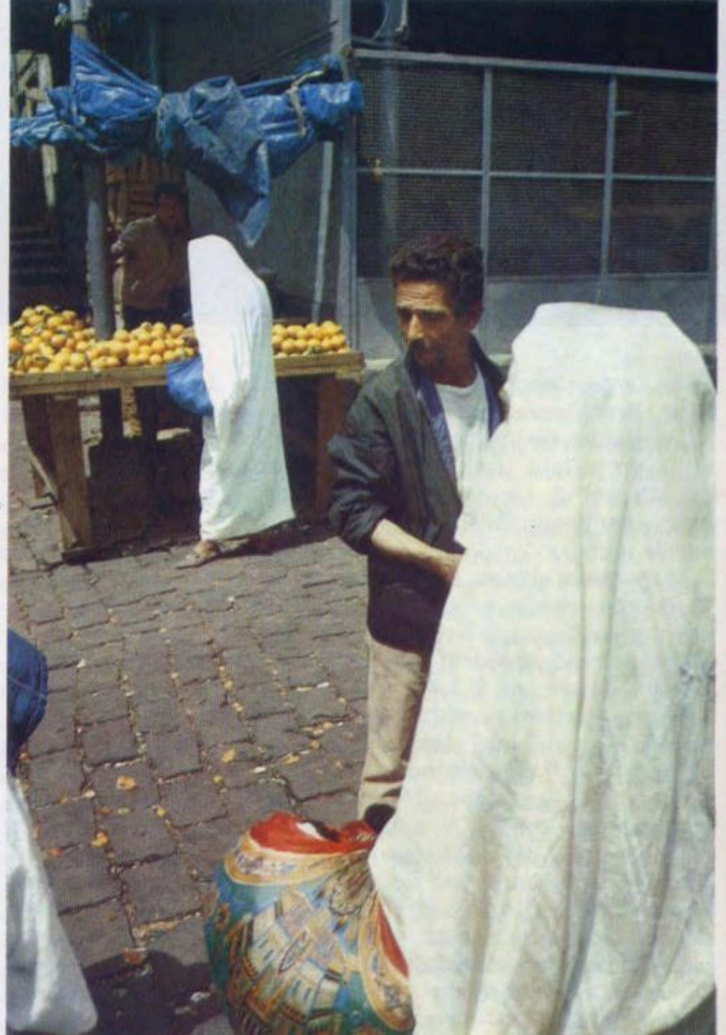


Le 20 mars 1956, la ► Tunisie est indépendante. Le 22, Bourguiba fait une entrée triomphale dans la capitale. La Tunisie a obtenu sa complète autonomie. Le 26 mars, le Front national, conduit par le Néo-Destour, remporte la totalité des sièges à l'Assemblée constituante (98) à l'écrasante majorité de 597 000 voix contre 7 000. Bourguiba devient un chef incontesté. Déception pour les Algériens, qui espéraient beaucoup d'un éventuel succès de Salah Ben Youssef, adversaire politique de Bourguiba.

YACEF MET AU PAS LE "MILIEU" DE LA CASBAH



Dantreb



P. Tétrel

Dans les ruelles de la Casbah, derrière les lourdes portes cloutées qui se referment sur le secret de chaque clan, une guerre inexpiable va se déclencher : F.L.N. contre pègre. Du moins contre les « ténors », qui se montreront récalcitrants quand il s'agira de reconnaître les nouveaux maîtres de la ville arabe. Ils auront tort de sous-estimer leur adversaire.

Il est un peu plus de 20 heures, ce 26 mars 1956. La nuit a presque complètement vidé la Casbah. Après l'animation bruyante, colorée, de la journée, c'est le silence. Un silence lourd, oppressant, fait d'une attente craintive, à peine troublé de temps en temps par un poste de radio, les pleurs d'un enfant ou le grincement métallique d'un rideau qu'un commerçant retardataire s'empresse de tirer. Dans les ruelles aux pavés inégaux qui dégringolent depuis la fameuse prison de Barberousse vers la cathédrale d'Alger et la place du Gouvernement, où le duc d'Orléans semble lancer un défi à la jeune rébellion algérienne, des chiens et des chats faméliques se disputent les ordures lancées par les ouvertures étroites des maisons à terrasse.

Une porte claque au 17 de la rue Héliopolis. Rafaï Abdelkader vient de rentrer chez lui. Contrairement à la majorité des habitants de la Casbah, Rafaï Abdelkader n'est pas docker, employé de bureau, garçon de course dans une administration, artisan, ouvrier ou manœuvre. Il n'appartient pas à ce petit peuple humble et besogneux que rien en définitive ne sépare de son voisin de Bab-el-Oued. Il en est pourtant issu, mais lui, il a choisi un autre monde : le « milieu » musulman.


Coll. Particulière

Il y est même un personnage important. C'est en effet le neveu des trois frères Hammache qui ont régné un temps sur la Casbah.

Une place au soleil

Cela n'explique pas tout, d'autant qu'en ce mois de mars 1956 ses oncles sont en perte de vitesse, tout comme leurs ennemis jurés, les frères Hoya : Mohamed, l'aîné, dit Hoya le Grand, et Abdelkader, le cadet, dit, naturellement, Hoya le Petit !

Sa place au soleil, Rafaï Abdelkader a su la conquérir seul, en jouant des coudes, parfois du couteau, plus rarement du pistolet, parmi les souteneurs, les trafiquants de kif, les spécialistes du racket, les joueurs de tchic-tchic qui font rouler leurs dés pipés à même le trottoir, sous les arcades de la rue Bab-Azoun. Toute une faune pittoresque où les combines en tout genre tiennent lieu de placements boursiers, les condamnations de « citations » à l'ordre du « milieu » et les sobriquets de cartes de visite.

Il y a par exemple Petit-Boxeur, surnom qui va comme un gant de boxe à Bellatrèche Hocine, ancien champion d'Alger des années 1938-1939, reconverti dans le racket; Hacène le Bônois, pour Bouriachi Hacène, natif de Guelma, un virtuose du tchic-tchic, proxénète à ses heures. Un vrai miraculé! Il a survécu en effet à cinq balles de colt que lui a expédiées Hoya le Grand un soir de février 1950, « dans un moment de colère ». Pour Rafaï Abdelkader, ses amis ont choisi le nom d'un comique américain célèbre à l'époque : Bud Abott. Mais ils ont fait une confusion. Petit et trapu, doté d'un double menton, Rafaï ressemble beaucoup plus à Lou Costello, le partenaire du filiforme Bud Abott...

Rafaï est à peine dans sa chambre, 17, rue Héliopolis, qu'on frappe à sa porte. C'est Mebarka Belanou, une fille soumise, pour reprendre l'expression de la police.

« Lève-toi, on voudrait te parler ! »

« Je t'ai préparé ton plat préféré, un ragoût de mouton. Tu viens? » demande-t-elle, l'œil velouté et passablement maquillé.

Bud Abott, qui a su dominer les barbillons de la Casbah, n'a jamais réussi à discipliner son estomac, surtout en pré-

Ali Amara, voltigeur de pointe de la guerre gigogne qui se déclenche, en quartier arabe, entre les caïds de la pègre et le F. L. N.

sence d'un ragoût de mouton. Il accepte volontiers l'invitation de Mebarka Belanou. Chez elle, il retrouve son meilleur ami, Fatahine Ahmed, qu'accompagne sa protégée, Zohra Benarous, ainsi que Bouziri Saïd Ali, l'amant de cœur de la maîtresse de maison. On se salue et on s'assied à la turque sur une natte en raphia, tandis que Mebarka apporte le ragoût de mouton qui mijotait sur un *kanoun*.

Mais le festin est vite interrompu par des coups à la porte. Les convives se regardent, inquiets. Bud Abott réalise brusquement qu'il a laissé son arme dans sa chambre. Bouziri donne un ordre bref. En fille vraiment soumise, Mebarka va ouvrir. A la vue des deux visiteurs du soir, les sourires reviennent. On n'a rien à craindre. Ce sont de vieilles connaissances. L'un est Amara Ali, surnommé, dans le « milieu », Ali la Pointe, l'autre Arbadji Abderrahmane. Le premier a passé une cachabia sombre sur ses vêtements européens. Bud Abott, qui sait qu'il a rejoint le F.L.N., pense à un déguisement de sa part pour échapper à la police française.

« Lève-toi, on voudrait te parler! » lui ordonne Ali la Pointe.

Un ragoût tragique

Le ton est sec, autoritaire. Bud Abott ne le remarque sans doute pas et il obéit. Mais il n'ignore pas ce qu'on a à lui dire. Une fois de plus, ses amis vont essayer de le convaincre qu'il doit lui aussi se rallier à la Cause. Une fois de plus, il s'apprête à dire non. La révolution, la lutte du peuple algérien contre les colonialistes, l'indépendance... Pour lui, tout cela, c'est du verbiage. Se « mouiller » dans cette affaire, c'est aller au-devant de graves ennuis. C'est aussi la fin d'une petite vie tranquille: un peu de trafic par-ci par-là, les filles dans la Casbah avec la comptée en fin de journée, l'anisette avec les amis européens du même bord, le café avec ses frères musulmans. Que demander de plus? Il ne souhaite qu'une chose, Bud Abott: qu'on lui fiche la paix et qu'on joue au héros sans lui. En contrepartie, on peut compter sur sa discrétion. Dénoncer des amis à la police, ce n'est ni son genre ni l'habitude du monde où il évolue. A cet égard, Ali la Pointe est bien placé pour le savoir. N'est-ce pas lui, Rafaï Abdelkader, qui a couru le risque énorme de le cacher dans son cabanon de Pointe-Pescade, sur le littoral algérois, après son évasion, il y a juste un an, du camp de Damiette, où il purgeait une peine — la sixième — pour tentative d'assassinat?

C'est probablement ce que Bud Abott rappelle à Amara Ali et à Arbadji Abderrahmane dans la pièce où les trois hommes se sont isolés. Il ne reste malheureusement aucun témoin de cet entretien pour en rapporter aujourd'hui les propos. Au bout de quelques minutes, le trio revient. Bud Abott, qui ne se méfie absolument pas, franchit le seuil le premier, l'œil sur le ragoût de mouton qui refroidit. C'est la dernière vision que cet amateur de bonne chère emportera. Derrière lui, Ali la Pointe a relevé sa cachabia et dégagé le canon d'un pistolet mitrailleur MAT 49. Arbadji Abderrahmane, de son côté, dégaine deux pistolets. Le carnage commence.

Bud Abott s'écroule le premier, tué net par une rafale de mitraillette qui lui a littéralement labouré le dos. Le regard fixe, les mâchoires serrées, Ali la Pointe continue rageusement de le cribler de balles. Il a reçu l'ordre de tirer, il tire. L'arme à la hanche, courbé en deux, comme les gangsters américains qu'il ne s'est jamais lassé d'admirer dans les cinémas de quartier.

Blessé, Fatahine, l'ami de Bud Abott, s'est réfugié sous le lit. Arbadji Abderrahmane le tire par les pieds et l'achève froidement d'une balle dans la tête.

Par un miraculeux hasard, Bouziri Saïd Ali et les deux femmes échappent au massacre. Est-ce vraiment la chance? Visiblement, les deux tueurs les ont épargnés. De là à penser que Rafaï Abdelkader, dit Bud Abott, a été attiré dans un guet-apens qui sentait le ragoût de mouton il n'y a qu'un pas, que la police franchit très vite. Sa conviction sera définitivement établie un an plus tard, lorsque Bouziri Saïd Ali, le « rescapé » de ce festin tragique, assassinera, pour le compte du F.L.N., un contremaître européen de l'entreprise de tabacs Bastos, à Bab-el-Oued. Trois mois après, il sera abattu par les « léopards » de Bigeard.

La tuerie de la rue Héliopolis, que les journaux algérois qualifient de véritable boucherie, est la première épreuve de force sanglante entre la pègre musulmane et le F.L.N., qui entend bien annexer, de gré ou de force, le potentiel d'hommes prêts à tout qu'elle représente. Cette petite guerre dans la grande est un épisode assez peu connu des événements et des remous qui ont précédé la mise sur pied par Yacef Saadi de la terrifiante et minutieuse organisation politico-militaire d'Alger.

On ne sait pas trop à quel niveau de la hiérarchie cette décision a été prise au début de l'année 1956, qui voit l'arrivée de Robert Lacoste en Algérie, le remplacement du général Cherrière par le général Lorillot et le massacre de rappelés trop confiants dans les gorges de Palestro et à la cote 616. Elle s'inscrit en tout cas



Très vite, Yacef Saadi se rendra maître du pavé et des terrasses de la Casbah. C'est Ali la Pointe, dont il fera son adjoint, qui sera chargé des expéditions « punitives » chez les souteneurs musulmans. Ali la Pointe les connaît tous – il en a fait partie – et, dans un premier temps, il peut, sans qu'ils se méfient, les sonder, puis les « liquider ». Ce qui se passera pour les deux plus célèbres d'entre eux : Bud Abott (un nom d'emprunt, bien sûr) et Hacène le Bônois.

Photo X





Ben M'Hidi, prénoms : Mohamed Larbi. Sans doute le plus représentatif des chefs de la rébellion et qui va vivre dans la Casbah, jusqu'en 1957. Au printemps, il sera arrêté par les paras de Bigeard dans un appartement de la ville européenne où il avait trouvé asile. Il commanda d'abord la wilaya d'Oranie.



Yacef Saadi. Fils d'un boulanger de la basse Casbah, il gravira très vite les échelons de la hiérarchie du F.L.N., qui lui confiera, après le « congrès de la Soummam », le 20 août 1956, la responsabilité de la zone autonome d'Alger, seule wilaya urbaine de l'A.L.N. Yacef dirigera tous les réseaux terroristes.



Ali la Pointe. Il rejoindra Yacef en 1956, après son évasion de la prison de Damiette, dans le département d'Alger. Il y purgeait une peine de droit commun. « Un subordonné dénué de tout sens politique, mais extrêmement précieux », dira de lui Yacef Saadi lors de son arrestation.

dans les projets d'intensification du terrorisme urbain, notamment dans la capitale de l'Algérie, dans le dessein de frapper davantage l'opinion métropolitaine et internationale.

Il n'est pas impossible, en définitive, que l'idée d'utiliser la pègre ait germé dans l'esprit de Yacef Saadi. Né dans la Casbah, il connaît presque tous ceux qui vivent de la prostitution, du trafic de la drogue, du racket. Avec son physique de play-boy oriental, il aurait même pu jouer au « mac » au lieu de jouer au football et briguer une promotion à Barbès, voire à Pigalle. Il est donc bien placé pour juger des ressources humaines et logistiques que peut offrir le milieu musulman à qui saura le mater. A l'époque, le futur chef de la zone autonome d'Alger n'a aucune responsabilité politique au sein du F.L.N. Son rôle se borne à contrôler les cinq groupes armés de la Casbah qui ont fait d'excellent travail dans l'élimination physique des éléments du M.N.A., puis des policiers d'origine musulmane qui avaient le malheur d'habiter la Casbah. L'ensemble des commandos algérois est placé sous la direction d'Omar Ouamrane. Aux étages supérieurs, Ben Youssef Ben Khedda assume le commandement politico-militaire d'Alger en compagnie d'Abane Ramdane, tandis que Larbi Ben M'Hidi est plus spécialement chargé de l'action armée.

Quel que soit l'homme à qui le « milieu » musulman devra la fin brutale de sa prospérité et de sa tranquillité, il est à peu près certain que l'opération « récupération » est confiée à Yacef Saadi. Il dispose, pour la mener sur le « terrain », de l'homme idéal qui connaît la pègre pour en être sorti : Amara Ali, dit Ali la Pointe, un maniaque de la détente, un tueur à la cervelle d'oiseau et à l'audace la plus folle dont la propagande F.L.N. a fait une sorte de Robin des Bois. Lors de son arrestation par les légionnaires du 1er R.E.P., Yacef Saadi aura ce jugement sur son homme à tout faire-garde du corps: « C'est un subordonné dénué de tout sens politique mais extrêmement précieux... »

Il s'agit donc de rallier à la cause de la révolution algérienne tous les truands, tous les coupe-jarrets toujours prompts à jouer du couteau ou du pistolet, les trafiquants qui connaissent une foule de combines pour procurer une arme, une fausse carte d'identité, une planque sûre dans les environs d'Alger, ou à Paris, et de les utiliser au mieux de leur compétence : les petits, les sans-grade, dans les groupes de choc; les « gros bras » ayant des antennes un peu partout, comme agents de renseignements. La plupart de ces derniers, en effet, entretiennent les meilleurs rapports avec leurs homologues français. Or Yacef Saadi est persuadé que les contre-terroristes se recrutent principalement dans le « milieu » européen parce qu'il n'y a que là que l'on peut trouver des hommes habitués à l'action et aux risques. D'autre part, quelques-uns de ces « gros bras » sont plus ou moins les oreilles de la police dans la Casbah. En les gagnant à la cause de la révolution algérienne, ils deviendront les oreilles du F.L.N. dans la police.

Récupération des truands

Enfin, autre avantage de l'opération, très important psychologiquement pour la propagande sur les masses musulmanes, la disparition de la pègre sert admirablement les mots d'ordre très stricts pour un retour à l'austérité des mœurs en accord avec les commandements du Coran. Plus d'alcool, plus de jeux de hasard, plus de prostitution, plus de concubinage.

Mais cette intégration du « milieu » ne va pas sans rencontrer une certaine opposition. Les « caïds » de la Casbah et d'ailleurs rechignent à renoncer à leurs petites affaires. Pour eux, le F.L.N. arrive comme un chien dans un jeu de quilles.

« Avant l'arrivée de ces gens-là, nous étions comme des rois! » confiera, plus tard, aux parachutistes, un enrôlé de force.

Un autre souteneur, obligé lui aussi de se reconvertir dans l'action clandestine à l'ombre du drapeau vert et blanc frappé du croissant et de l'étoile, fera le récit de la manière qu'on utilisa à son égard pour

la mitraillette d'Ali la Pointe plus rapide que celle de Bud Abott

le contraindre à marcher. Voici la confession de cet homme, Boulaïd Ahmed, recueillie au plus fort de la « bataille d'Alger » :

« Dans le courant du mois de juin 1956, Ramdane Mostefa, un trafiquant d'armes, est venu me voir et m'a dit : « Il paraît » que tu as donné ton revolver à un Euro» péen ! » J'ai protesté et je lui ai montré mon 7,65. Mostefa m'a alors conseillé de le lui remettre, précisant qu'il était envoyé par les gens du F.L.N. Comme il se montrait menaçant, j'ai fait un paquet de mon arme et je le lui ai remis.

» Au mois de janvier 1957, à mon retour d'un séjour en France, Ramdane Mostefa est revenu me voir. Cette fois il m'a dit : « Les chefs du F.L.N. veulent te voir. Je » suis chargé de te conduire à eux. » Je l'ai donc accompagné dans la Casbah.

Bol de sel et bastonnade

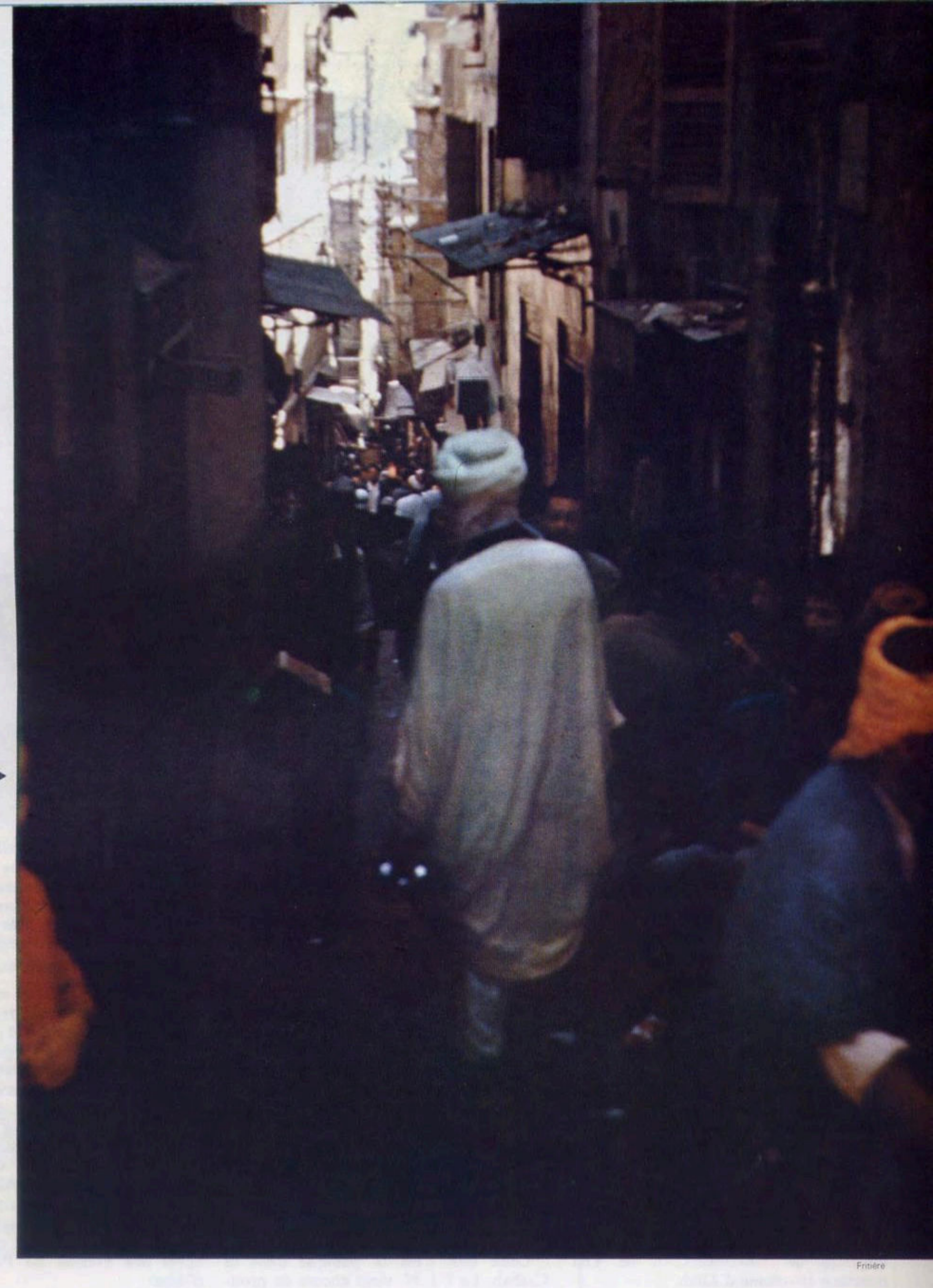
» Dans la pièce d'une maison de la rue Porte-Neuve, sept hommes, la plupart le pistolet à la main, nous attendaient. Par terre, il y avait des matraques, des casse-tête. Au centre de la pièce, une table avec un bol de sel. Dès mon arrivée, on m'a fait mettre les mains en l'air, face au mur et on m'a vidé les poches avant de me bastonner. Un des individus m'a questionné sur la nature des papiers trouvés sur moi, sur les gens que je fréquentais et dont je possédais l'adresse et m'a demandé si j'étais souteneur. J'ai eu droit, pour cela, à ingurgiter le bol de sel. Puis un autre homme s'est approché de moi et m'a frappé violemment au visage. Enfin, celui qui m'avait fait manger le sel m'a demandé les noms des contre-terroristes. Ils m'ont relâché le lendemain en me disant : « Fais attention, il faut que tu » nous fournisses des armes. » J'ai pu me procurer deux grenades que je leur ai données. Alors, ils m'ont obligé à travailler pour eux en menaçant de me dénoncer à la police comme fournisseur d'armes au F.L.N. si je refusais. »

L'épreuve du bol de sel et des coups de bâton n'est que l'un des moyens de « persuasion » utilisés par la rébellion pour mater les membres de la pègre musulmane qui n'ont pas encore compris que quelque chose a changé et qu'ils doivent désormais se soumettre à une loi plus implacable encore que la loi du « milieu ». Avec les irréductibles, ceux dont il sait qu'ils ne céderont pas sous les sévices, le F.L.N. n'hésite pas une seconde. C'est la condamnation à mort ! Elle présente deux avantages. D'une part, le coupable est puni pour son indiscipline, son manque de patriotisme, et son exécution prend valeur d'exemple ; d'autre part, il n'y a plus aucun risque de bavardage inconsidéré à la police. Le bourreau, on le connaît, c'est le redoutable Ali la Pointe, flanqué de son aide, Arbadji Abderrahmane. On les a vus à l'œuvre lors de l'assassinat de Rafaï Abdelkader.

On peut se demander comment ce vieux renard, habitué à se tirer des mauvais pas, a pu se laisser ainsi surprendre alors qu'il se savait menacé pour ses multiples

Dantreb

Il n'y a pas que les rafales pour mettre au pas les truands de la Casbah. Avant la condamnation à mort, il y a l'épreuve du bol de sel et des coups de bâton. « J'ai eu droit à ingurgiter le bol de sel. Puis un homme s'est approché de moi et m'a frappé violemment au visage. Enfin, celui qui m'avait fait manger le sel m'a demandé les noms des contre-terroristes. Ils m'ont relâché le lendemain, en me disant : « Fais » attention, il faut que » tu nous fournisses » des armes. » J'ai pu me procurer deux grenades, que je leur ai données. »



Dès le matin, la Casbah est un labyrinthe où grouillent la vie, les odeurs, les couleurs, où la foule qui dévale ou grimpe les escaliers tortueux est le meilleur écran entre le terroriste et les zouaves ou les policiers qui le poursuivent. Les ruelles s'étranglent au point de devenir des boyaux d'ombre. Comme les autos ne peuvent y circuler, le service de la voirie est assuré au moyen de bourricots. Imperturbablement, ils rempliront leur mission, contre vent et marée, malgré le terrorisme.

Fritière

refus de collaborer avec l'organisation terroriste d'Alger. La réponse est simple : Rafaï a cru que le F.L.N. n'oserait rien contre un « caïd » de son envergure. Il a totalement sous-estimé l'adversaire. Il a pensé qu'il était encore le plus fort. Du reste, quelques jours avant sa mort, à un ami européen qui lui conseillait de se méfier, il avait répondu, en caressant la crosse du pistolet passé à sa ceinture :

« Ils peuvent m'envoyer leurs tueurs. Je tire plus vite qu'eux! »

C'est la même erreur de jugement que devait commettre un autre « dur » de la taille de Rafaï Abdelkader : Bouriachi Hacène, un Constantinois venu à Alger à l'âge de dix-huit ans et connu sous le surnom d'Hacène le Bônois, qui avait débuté comme croupier chez les frères Hammache. Lui aussi avait refusé de mettre son arme au service du F.L.N.



P. Tétrel

Dès que la ville arabe sera devenue une cité interdite aux étrangers, Yacef l'organisera comme un véritable maquis. Avec ses *choufs* (guetteurs), ses agents de liaison, ses P.C., ses caches d'armes et ses planques. Les mots d'ordre circuleront de terrasse à terrasse.

après la mort d'Hacène le Bônois, c'est la panique générale, les truands "basculent"

Quinze jours après la tuerie de la rue Héliopolis, il échappe par miracle à un attentat, rue de Nuits, dans la Casbah. Au lieu de traverser immédiatement la Méditerranée pour se faire oublier en France, il décide de rester à Alger pour surveiller son gagne-pain, c'est-à-dire les deux ou trois créatures qui travaillent pour lui. Il se dit sans doute que la main de Fatma qui orne sa chevalière en or continuera de le protéger comme elle vient de le faire et comme elle l'avait déjà fait dans le passé lors de sanglants règlements de comptes. A moins que, fataliste comme beaucoup de musulmans, il ne s'en remette à la volonté d'Allah.

Le 26 avril, dans l'après-midi, Hacène le Bônois, son éternel petit béret noir sur ses cheveux frisés, déambule tranquillement rue Randon au milieu des badauds qui s'attardent devant les étals des marchands de beignets et d'orangeade. Face au n° 3, un inconnu, qui le suit depuis un moment à son insu en se mêlant à la foule, s'approche rapidement par-derrière et lui tire une balle de pistolet dans le dos. Hacène le Bônois s'écroule. Son béret roule dans le ruisseau. Alors, en présence de dizaines de témoins médusés, le tueur se penche, assure l'arme dans sa main et achève sa victime d'une balle dans la tête. Il y a exactement vingt-cinq jours que Rafaï Abdelkader a connu le même sort.

Œil pour œil dent pour dent

Cette fois, c'est la panique dans la Casbah. Le F.L.N. vient encore de prouver qu'il est le maître et qu'il vaut mieux s'incliner, à moins d'être las de la vie. Dès lors les « ralliements » de truands vont se multiplier. Les plus malins ont déjà choisi de se mettre du côté du plus fort. C'est notamment le cas de Mostefa, l'aîné des trois frères Hammache, qui sera condamné à mort par le tribunal militaire pour avoir dirigé une cellule terroriste responsable d'une vingtaine d'attentats, d'Oudelha Mohamed, dit Ali Yeux-Bleus, condamné à la même peine pour trois attentats. Rezzik Abderrahmane, dit « Al Capone », s'en sortira avec cinq ans de prison dans le procès des poseurs de bombes. Quant à Hahad Abderrazak, il sera guillotiné pour l'assassinat de l'inspecteur de la D.S.T. Claude Mestre, tandis que Bouziri Saïd Ali, le « rescapé » de la rue Héliopolis, meurtrier d'un contremaître européen des tabacs Bastos à Bab-el-Oued, se fera tuer par les « paras » après une évasion du Palais de justice d'Alger.

Œil pour œil, dent pour dent : en renonçant, de gré ou de force, à leur vie de mauvais garçons pour servir la révolution algérienne, les truands n'échapperont pas à leur mauvaise étoile... Ali la Pointe pas plus que les autres ! H

Francis ATTARD

CHRONOLOGIE Août 1956

FRANCE

3 : discours de Guy Mollet sur Suez devant l'Assemblée nationale.
7 : le général de Gaulle visite les Antilles et les Établissements français du Pacifique.
18 : mort de Louis Madelin.
24 : adoption du statut du Togo.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : discours du président Nasser à Aboukir sur le panarabisme.
4 : libération du docteur Mossadegh en Iran.
9 : décret modernisant la vie du pays et abolition de la polygamie en Tunisie.
12 : Nasser refuse de participer à la conférence de Londres sur Suez.
20 : conférence franco-tunisienne sur la politique économique.
21 : l'Istiqlal marocain demande la démission du gouvernement Si Bekkai.
28 : Nasser accepte de rencontrer le « Comité des Cinq » et refuse le plan « des Dix-Huit » sur le contrôle international du canal de Suez.
29 : transfert de Radio-Tunis aux Tunisiens.
30 : incidents à la frontière algéro-tunisienne.

AMÉRIQUE

3 : le Bell X-2 américain atteint 3 000 km/h.
7 : le général Peron quitte Panama pour le Venezuela.
13 : Adlai Stevenson élu candidat du parti démocrate.
Conférence des treize compagnies pétrolières aux États-Unis.
20 : manifestations péronistes en Argentine.
Eisenhower élu candidat du parti républicain.
21 : Camilo Ponce Enriquez, président de la République de l'Équateur.

ASIE

23 : incident aérien sino-américain dans le détroit de Formose.
28 : accord indo-pakistanais sur le tracé des frontières.

EUROPE

4 : réhabilitation de Gomulka, Spychalski et Kliszko en Pologne.
8 : grève générale à Chypre.
Catastrophe minière à Marcinelle (Belgique) : 263 morts.
14 : mort de Bertolt Brecht.
16 : proclamation d'une trêve par l'E.O.K.A. à Chypre.
16 : conférence de Londres : élaboration d'un projet de contrôle international du canal de Suez.
17 : interdiction du parti communiste par jugement constitutionnel en Allemagne fédérale.
20 : le gouvernement britannique fait connaître ses conditions de reddition des terroristes de Chypre.
21 : visite du maréchal Vorochilov en Finlande.
24 : nouvelles expériences nucléaires soviétiques.
25 : rétablissement des relations diplomatiques entre la Grèce et la Roumanie.
Visite du président Soekarno d'Indonésie en U.R.S.S.
27 : fin de la trêve à Chypre.
28 : rappel du Parlement britannique.

LA SEMAINE PROCHAINE



Sommaire du n° 218 :

• Le « congrès de la Soummam »
Deux ans à peine après la Toussaint Rouge, plus de trois cents représentants du Front de libération nationale vont se réunir dans la haute vallée de la Soummam. Le commandement français, malgré les renseignements obtenus, ne pourra déceler la présence de ces chefs rebelles. Ces derniers prendront les décisions politiques et militaires qui seront la charte de la révolution jusqu'à la proclamation de l'indépendance.

• Les bombes de la rue de Thèbes
Devant les progrès du terrorisme urbain, des hommes décidés, que l'on appellera des contre-terroristes, tentent de s'opposer aux activités du F.L.N. Un de leurs objectifs sera la création d'un climat d'insécurité dans la Casbah.

• Les tirailleurs algériens
Ces régiments créés le 1er octobre 1840, ont partagé les périodes de gloire de l'armée française pendant plus de cent ans. Dans leur grande majorité, ils demeurèrent fidèles à leurs chefs. Qui étaient ces soldats ?

• Les jardins d'Alger
Dominant la très bleue Méditerranée, déployée en un vaste amphithéâtre couronné de verdure, Alger la Blanche offre des jardins sur tous ses coteaux...

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 1er trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 217 - 28 février 1972.

ALLO ! VERIGOUD ?
Nouveaux numéros d'appel :
489-78 et 489-79

L'ÉCHO D'ALGER

Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Directeur général : Alain de SERIGNY — 20, rue de la Liberté
— Trois éditions quotidiennes — 15 FRANCS — Téléphone : 373-80 à 85

DIMANCHE LUNDI 20-21 Mai 1956

Echo Sport...

Le GALLIA battu 4-1 par le RED STAR

LE G.S. ORLÉANSVILLE CHAMPION D'ALGER

Nice champion de France

Tragique guet-apens à l'Est du Bou-Zegza

21 jeunes rappelés *atrocement massacrés* par la population d'un douar passé à la dissidence

Avant d'être capturés et torturés les malheureux s'étaient défendus jusqu'à la dernière cartouche

Cinquante des assassins sont abattus et dix capturés au cours des opérations de poursuite menées contre les rebelles

INFORMATION PAGE 4

Dans la banlieue de Philippeville

17 musulmans dont 6 femmes et 7 enfants assassinés par les rebelles



Explosion d'une bombe au restaurant "Le Muguet" à Blida

1 mort, 3 blessés

Bilan de l'opération de Sidi-Ali-Bou-Nab : 89 rebelles abattus

En Grande Kabylie un douanier et un gendarme blessés par des terroristes

Une cellule terroriste anéantie à Lavayssière : dix-huit arrestations

SUITE EN PAGE 4

Le G.S.O., vainqueur de l'A.S.S.E., 4-3, pendant que le Gallia était battu à Alger, devient champion d'Alger, devançant l'A.S.B. au goal average. C'est là un exploit remarquable du G.S.O. qui sut, au prix de gros efforts, surmonter les difficultés nées du sinistre qui avait endeuillé le Chélif. C'est aussi le plus beau geste de reconnaissance envers la Fédération et les sportifs qui avaient voulu l'aider à conserver sa place parmi les grands clubs.

(Lire nos informations sportives en pages 5, 6, 7 et 8).

Rendue difficile par l'Achaba

UNE VASTE OPÉRATION DE CONTROLE a eu lieu samedi dans la région de REIBELL-CHELLALA

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL H. TORREGROSSA

L'ACHABA a gêné les recherches

Zone de passage vers l'Ouest

"Premier acte d'interdépendance librement conclu"

LA CONVENTION DIPLOMATIQUE FRANCO-MAROCAINE a été paraphée à Rabat

« ELLE CONSTITUE UN TRAITE D'ALLIANCE D'AMITIE PERMANENTE ET DE COOPERATION »

déclarent MM. SAVARY et BALAFREJ

Ce que prévoit la convention diplomatique

Les déclarations de M. SAVARY

Attention ! Propagande communiste

Arrivée au Caire de deux « réfugiés » algériens

Après de furieux combats

UN GROUPE DE REBELLES ALGÉRO-TUNISIENS ANÉANTI AU SUD DE GAFSA

Les rescapés sont pris en chasse par les groupes d'intervention sahariens

M. PINEAU s'arrêtera vendredi à Prague

AU SUJET DU PROBLÈME ALGÉRIEN

"LES DIRIGEANTS SOVIÉTIQUES ONT COMPRIS L'ESPRIT LIBÉRAL QUI ANIME LA FRANCE"

déclare M. Guy Mollet à son retour de Moscou

PARIS (A.C.P.). — M. Guy Mollet, qui est arrivé aujourd'hui, à 16 heures, à Orly, avait pris place ce matin à 10 heures (heure locale) dans l'avion spécial, « Armagnac », qui avait conduit la délégation française à Moscou, mardi dernier.

La position soviétique au sujet de l'Algérie

LIRE EN PAGE 4 : Le communiqué final des entretiens

MONS : Acquittement — BARANES : Acquittement — LABRUSSE : 6 ans de prison — TURPIN : 4 ans de prison

INCIDENTS après le verdict du procès des fuites

« MM. MENDES-FRANCE et MITTERRAND ont voulu couvrir la trahison... et ils ont réussi. » (Me TIXIER-VIGNANCOUR)

Le massacre de Palestro frappe vivement la population algérienne. Le commandement militaire français engage rapidement une opération de nettoyage. Le contact sera pris avec les groupes de l'Armée de libération nationale, auteurs de l'embuscade, qui se défendront farouchement. Palestro, pour Lacoste ministre résidant, marque un changement de sa politique.